



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 AVRIL 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 23rd, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Association Sportive St-Henri Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Colombo Téodori, marchand de charbon, Antonio Mancini, gardien de terrains de jeux, Léopold Dubois, service civil, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans le comté de Saint-Henri, sous le nom de "Association Sportive St-Henri Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la compagnie à demander, obtenir ou exploiter un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000

Letters Patent

Association Sportive St-Henri Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Colombo Téodori, coal merchant, Antonio Mancini, playgrounds warden, Leopold Dubois, civil servant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote recreational centres in the county of Saint-Henri, under the name of "Association Sportive St-Henri Inc."

The powers granted do not permit gambling, games of chance and mixed games of chance and skill, nor do they authorize the company to apply for, secure or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 4897 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Au Foyer des Hirondelles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1949, constituant en corporation: Raymond Bienvenu, voyageur de commerce, Henriot Bienvenu, menuisier, et Florimond Ducharme, agent d'assurance vie, tous de Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, d'épiciers, sous le nom de "Au Foyer des Hirondelles Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le premier avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Campbell Fuels Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mars 1949, constituant en corporation: William James Campbell, marchand, de ville Mont-Royal, Timothy Patrick Slattery, procureur, de la cité de Westmount, et William Allen Grant, procureur, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de combustibles, négociants et distributeurs de charbon, bois, huile et autres substances et de marchands de tous genres d'appareils de chauffage et de force motrice, d'accessoires pour constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Campbell Fuels Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**C. J. Grenier Ltée
C. J. Grenier Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1949, constituant en corporation: Camille-Edouard Grenier, industriel, de Seignior Club, district judiciaire de Hull, Dame Rachel Dussault Grenier, gérante, épouse contractuellement séparée de biens de Camille-Edouard Grenier, Camille-Joseph Grenier, gérant,

The head office of the corporation will be at 4897 Saint James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Au Foyer des Hirondelles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1949, incorporating: Raymond Bienvenu, commercial traveller, Henriot Bienvenu, joiner, and Florimond Ducharme, life insurance agent, all of Saint-Césaire, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, grocers, under the name of "Au Foyer des Hirondelles Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 750 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Césaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Campbell Fuels Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1949, incorporating: William James Campbell, dealer, of the Town of Mount-Royal, Timothy Patrick Slattery, solicitor of the City of Westmount, and William Allen Grant, solicitor, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fuel merchants, dealers in and distributors of coal, wood, oil and substances and of dealers in all types of heating and power equipment, builders and contractors supplies, under the name of "Campbell Fuels Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The number of its shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**C. J. Grenier Ltée
C. J. Grenier Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1949, incorporating: Camille Edouard Grenier, industrialist, of Seignior Club, judicial district of Hull, Dame Rachel Dussault Grenier, manager, wife separate as to property by marriage contract of Camille Edouard Grenier, Camille Joseph Grenier, manager, these

ces deux derniers de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre tous vêtements qui peuvent être classés dans la corseterie et chemiserie et vêtements d'une façon générale, sous le nom de "C. J. Grenier Ltée" — "C. J. Grenier Ltd.", avec un capital de \$200,000, divisé en 1,750 actions Classe "A" d'une valeur nominale ou valeur au pair de \$100 chacune, et en 250 actions Classe "B" d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Club Bellerive Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Ménard, marchand, Ernest Sasseville, commerçant, et Eucher Ménard, commis, tous d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Etablir et opérer un club social et athlétique, sous le nom de "Club Bellerive Inc."

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux de hasard, les jeux à l'argent ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant des biens immobiliers que peut posséder la corporation sera limité à \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Comité France-Amérique de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: L'honorable Thomas Vien, sénateur, Conseil en Loi du Roi, l'honorable Esioff-L. Patenaude, Membre du Conseil Privé et Conseil en Loi du Roi, Guy Vanier, avocat, C.R., Alfred Tarut, courtier, Charles-William Colby, financier, L. Emery Beaulieu, avocat, C.R., et T. Taggart Smyth, banquier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer des relations culturelles, économiques et artistiques entre le Canada et la France, sous le nom de "Comité France-Amérique de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

two latter of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell garments which may be classed in the corset and shirt-making industry and that of wearing apparel in general, under the name of "C. J. Grenier Ltée" — "C. J. Grenier Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,750 Class "A" shares of a nominal or par value of \$100 each, and 250 class "B" shares of a nominal or par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Club Bellerive Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Lionel Ménard, merchant, Ernest Sasseville, trader, and Eucher Ménard, clerk, all of Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To establish and operate a social and athletic Club, under the name of "Club Bellerive Inc."

The powers conferred shall not be interpreted as permitting games of chance, gambling or games of chance and skill combined.

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Comité France-Amérique de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Honourable Thomas Vien, senator, King's Counsel, Honourable Esioff L. Patenaude, member of the Privy Council and King's Counsel, Guy Vanier, advocate, K.C., Alfred Tarut, broker, Charles William Colby, financier, L. Emery Beaulieu, advocate, K.C., and T. Taggart Smyth, banker, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop cultural, economic and artistic relations between Canada and France, under the name of "Comité France-Amérique de Montréal".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Côté & Marmen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1949, constituant en corporation: J.-Georges Côté, John Marmen et Raymond Côté, tous marchands, de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

D'exercer le commerce de détail de magasin à rayons, sous toutes ses formes, sous le nom de "Côté & Marmen Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Crobel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1949, constituant en corporation: J.-Roméo Croteau, marchand, Georges-R. Bélanger, électricien, et Raymond Bélanger, notaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

L'achat, la vente, la fabrication et la réparation: d'appareils de transmission ou réception des sons ou des images; appareils servant en électronique industrielle et instruments ou appareils de laboratoires; moteurs électriques ou autres, sous le nom de "Crobel Ltd.", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Edgar Donaldson & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation: Edgar Donaldson, rentier, Emilien Donaldson et Jean-Charles Donaldson, marchands, tous trois des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers et marchands de produits alimentaires, articles de quincaillerie, de ferronnerie, d'électricité, de verrerie et de peinture, sous le nom de "Edgar Donaldson & Fils Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Edward H. Hart Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Côté & Marmen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1949, incorporating: J. Georges Côté, John Marmen and Raymond Côté, all merchants, of Lévis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the retail business of departmental stores, in all lines of same, under the name of "Côté & Marmen Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Crobel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1949, incorporating: J. Roméo Croteau, merchant, Georges R. Bélanger, electrician, and Raymond Bélanger, notary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

The purchase, sale, manufacturing and repairing of: transmitting and receiving apparatus for sound or pictures; equipment used in industrial electronics and laboratory instruments or apparatus; electric or other motors, under the name of "Crobel Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Edgar Donaldson & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, incorporating: Edgar Donaldson, annuitant, Emilien Donaldson and Jean-Charles Donaldson, merchants, all three of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on industry and business as manufacturers of and dealers in foodstuffs, hardware, ironware, electrical apparatus, glassware and paint, under the name of "Edgar Donaldson & Fils Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Edward H. Hart Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1949, constituant en corporation: Edward Henry Hart, distributeur, de Longueuil, Moses Abraham Fels et Sol Sidney Fels, avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, sous le nom de "Edward H. Hart Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fannie Coffey Travel Adviser Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1949, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, avocat, Ruth Elizabeth Smith et Helen Elizabeth Ralph, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une agence de voyage en général et faire le commerce de toutes choses s'y rapportant sous le nom de "Fannie Coffey Travel Adviser Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 429, 1396 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Forerl Printing Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi du Roi, Gerald McTeigue, Pierre Décary, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce d'imprimeurs en général, éditeurs, libraires, fondeurs de caractère et agents de publicité, sous le nom de "Forerl Printing Company Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Interglobal Development Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1949, incorporating: Edward Henry Hart, distributor, of Longueuil, Moses Abraham Fels and Sol Sidney Fels, advocates, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, under the name of "Edward H. Hart Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fannie Coffey Travel Advertiser Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1949, incorporating: John Henry Ernest Colby, advocate, Ruth Elizabeth Smith and Helen Elizabeth Ralph, stenographers, spinners, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate the business of a general travel agency and to deal with all matters in connection therewith, under the name of "Fannie Coffey Travel Adviser Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at room 429, 1396 St. Catherine Street West, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Forerl Printing Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, incorporating: John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Gerald McTeigue, Pierre Décary, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, publishers, booksellers, type foundry and advertising agents, under the name of "Forerl Printing Company Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Interglobal Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second

patentes en date du vingt-deux mars 1949, constituant en corporation: Alfred Aaron Elkin, Raphael Maurice Phillips, ingénieurs, et Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exporter et importer des marchandises sèches, des articles manufacturés, produits textiles, habits et vêtements de toutes sortes;

Exercer le commerce comme fondeurs en bronze et en fer, manufacturiers et marchands de bronze, cuivre, zinc, fer, bois et autres produits naturels semblables;

Exercer le commerce qui consiste à entreprendre des opérations forestières et celui de l'industrie du bois dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Interglobal Development Corporation", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Juneau & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1949, constituant en corporation: Arthur Juneau, entrepreneur-peintre, Jean Blais et Antoine Gobeil, avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le métier d'entrepreneur en peinture sous toutes ses formes;

Exercer le commerce et le métier d'entrepreneur général, sous le nom de "Juneau & Frère Inc.", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Labec Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1949, constituant en corporation: Paul Martineau, étudiant, Joseph-Octave Baillargeon, courtier en assurances, Cordélia Leclerc, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du bâtiment et de la construction, sous le nom de "Labec Construction Limited", avec un capital de \$49,900 divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Construction du Keewatin Limitée Keewatin Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

day of March, 1949, incorporating: Alfred Aaron Elkin, Raphael Maurice Phillips, engineers, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of exporting and importing dry goods, manufactured articles, textiles, clothing and wearing apparel of all kinds;

To carry on business as brass and iron founders, manufacturers and dealers in brass, copper, zinc, iron, wood and other similar natural products;

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, under the name of "Interglobal Development Corporation", with a capital stock of \$25,000 divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Juneau & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1949, incorporating: Arthur Juneau, painting contractor, Jean Blais and Antoine Gobeil, advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade of painting contractor, under all the forms thereof;

To carry on the business and trade of general contractor, under the name of "Juneau & Frère Inc.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Labec Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1949, incorporating: Paul Martineau, student, Joseph Octave Baillargeon, insurance broker, Cordélia Leclerc, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building and construction business, under the name of "Labec Construction Limited", with a capital stock of \$49,900 divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Construction du Keewatin Limitée Keewatin Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1949, constituant en corporation: Fernand Larouche, comptable, Léopold Larouche, avocat, Denise Corriveau, et Jeanne d'Arc Lefebvre, secrétaires, filles majeures, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "La Compagnie de Construction du Keewatin Limitée" — Keewatin Construction Company Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 20,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: F. -X. Bordeleau, optométriste, François Hébert, Maurice Leblanc, agents, Ernest-Jos. Brière, pensionnaire, Jean-Paul Prieur, technicien, Magloire Martin, tailleur, Joséfa Dagenais, journalier, et M. l'abbé Horace Chabot, curé, tous de Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les paroissiens de la paroisse Ste-Gertrude en association pour travailler au développement civique, social, économique et religieux de cette paroisse, sous le nom de "Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc.",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Groupe Touristique de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Vézina, Oscar Cloutier, comptables, et Marcel Chabot, technicien, tous des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Organiser des loisirs multiples et variés, particulièrement des voyages, à un coût économique et avantageux pour les membres, sous le nom de "Le Groupe Touristique de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à 166, rue des Franciscains, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1949, incorporating: Fernand Larouche, accountant, Léopold Larouche, advocate, Denise Corriveau, and Jeanne d'Arc Lefebvre, secretary, spinsters, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on generally the business of builders and general contractors, under the name of "La Compagnie de Construction du Keewatin Limitée" — "Keewatin Construction Company Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 20,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: F. X. Bordeleau, optometrist, François Hébert, Maurice Leblanc, agents, Ernest-Jos. Brière, annuitant, Jean Paul Prieur, technician, Magloire Martin, tailor, Joséfa Dagenais, labourer, and Rev. abbé Horace Chabot, parish-priest, all of Montreal-North, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To group the parishioners of the parish of Ste-Gertrude, into an association intended to further the civic, social, economic and religious progress of this parish, under the name of "Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Groupe Touristique de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Vézina, Oscar Cloutier, accountants, and Marcel Chabot, technician, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To organize many and varied vacations, particularly trips, at reasonable rates and advantageous to its members, under the name of "Le Groupe Touristique de Québec".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 166 des Franciscains street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Loisirs de Rawdon

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Pelletier, gérant, Roger Lafrenière, industriel, et Marcel Robert, commis-distributeur, tous de Rawdon, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Travailler à l'organisation et à l'assainissement des loisirs de la paroisse de Saint-Patrice-de-Rawdon, sous le nom de "L'Oeuvre des Loisirs de Rawdon".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, obtenir ou exploiter un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

M. Rudolph Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six mars 1949, constituant en corporation: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le ou les commerces qui consistent à produire, manufacturer et faire le commerce de lait, produits laitiers, confiseries, épicerie et tous autres articles de commerce convenables à la consommation, sous le nom de "M. Rudolph Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ponts & Chaussées Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1949, constituant en corporation: Marcel Piché, avocat, Roland Ledoux, ingénieur, et Freda Berchtold, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs général, aussi bien sur terre que sur mer, sous le nom de "Ponts & Chaussées Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'Oeuvre des Loisirs de Rawdon

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Pelletier, manager, Roger Lafrenière, industrialist, and Marcel Robert, delivery clerk, all of Rawdon, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To work towards organizing and improving recreational facilities in the parish of Saint-Patrice-de-Rawdon, under the name of "L'Oeuvre des Loisirs de Rawdon".

The powers conferred do not permit gambling, games of chance and games of chance and skill combined, nor do they authorize the corporation to apply for, obtain or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at Rawdon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

M. Rudolph Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1949, incorporating: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, advocates and King's Counsel, and Ezra Leithman, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business or businesses of producing, manufacturing and dealing in milk, milk products, confectionery, groceries, and all other articles of commerce suitable for consumption, under the name of "M. Rudolph Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ponts & Chaussées Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1949, incorporating: Marcel Piché, advocate, Roland Ledoux, engineer, and Freda Berchtold, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor, both on land and sea, under the name of "Ponts & Chaussées Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 360 preferred shares of a par value of \$100 each and 4,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Korko Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1949, constituant en corporation: Charles-Émile Laberge, industriel, de Roberval, Charles-Edouard Boivin, industriel, de Métabetchouan, tous deux du district judiciaire de Roberval, et Maurice Legault, industriel, de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie qui consiste à manufacturer ou produire une sorte d'isolant ou matériel de construction appelé "Korko";

Faire affaires comme contracteurs, constructeurs, sous le nom de "Quebec Korko Ltée", avec un capital de \$30,000, divisé en 100 actions de \$300 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Riverdale Development Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mars 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, et Henry Ralph Armstrong, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, vendre et autrement disposer des valeurs et placements de toute sorte; construire, reconstruire, modifier, améliorer, décorer, meubler et entretenir des maisons, logements, appartements, bâtisses, sous le nom de "Riverdale Development Company".

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair; le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Robert S. Whyte Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1949, constituant en corporation: Jean-Marc Boyer, avocat, Eric M. Dolan, assistant-administrateur, et Lucy M. Boyle, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires générales comme courtiers ou agents d'assurances, sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, sous le nom de "Robert S. Whyte Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Korko Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1949, incorporating: Charles Emile Laberge, industrialist, of Roberval, Charles Edouard Boivin, industrialist, of Métabetchouan, both of the judicial district of Roberval, and Maurice Legault, industrialist, of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the industry which consists of manufacturing or producing a type of insulating or building material called "Korko";

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Quebec Korko Ltée", with a capital stock of \$30,000, divided into 100 shares of \$300 each.

The head office of the company will be at Saint Romuald, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Riverdale Development Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Cecil Bruce Cooke, secretary, and Henry Ralph Armstrong, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, sell and otherwise dispose of securities and investments of every kind; to construct, re-construct, alter, improve, decorate, furnish and maintain houses, flats, apartments, buildings, under the name of "Riverdale Development Company".

The authorized share capital of the company shall consist of 1,000 shares without nominal or par value; the amount with which the company will carry on its business is \$5,000.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Robert S. Whyte Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1949, incorporating: Jean-Marc Boyer, advocate, Eric M. Dolan, administrative assistant, and Lucy M. Boyle, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of insurance brokers or agent, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, under the name of "Robert S. Whyte Limited".

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 100 actions sans valeur nominale ou au pair; le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins de cinq cents dollars (\$500).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Amand Shoe Supplies Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation: Henri Morin, notaire public, Marie-Rose St-Amand, manufacturière, veuve de feu Roméo St. Amand et Imeldo Roux, manufacturier tous des cité et district judiciaire de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits généralement connus comme étant les accessoires de chaussures, sous le nom de "St. Amand Shoe Supplies Limited".

Le capital autorisé sera composé de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair. Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Bruno Quarry & Paving Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mars 1949, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une carrière de pierre; d'entrepreneurs généraux pour la construction la réparation et l'altération de toutes sortes de projets de construction, sous le nom de "St. Bruno Quarry & Paving Co. Inc."

Le capital de la compagnie sera composé de 250 actions sans valeur au pair et de 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; la compagnie commencera son commerce avec \$4,750.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Thompson Tire and Supply Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation: John Austin Mur-

The authorized capital stock of the company is to consist of 100 shares without nominal or par value; the amount of capital with which the company will carry on business will be not less than five hundred dollars (\$500.).

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Amand Shoe Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, incorporating: Henri Morin, notary public, Marie-Rose St. Amand, manufacturer, widow of the late Roméo St. Amand, and Imeldo Roux, manufacturer, all of the city and judicial district of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in products generally referred to as "shoe supplies", under the name of "St. Amand Shoe Supplies Limited".

The authorized capital is to consist of 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common stock without nominal or par value. The amount of capital with which the company may commence business shall be \$15,000.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Bruno Quarry & Paving Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1949, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of quarrying stone; of general contractors for the construction, repair and alteration of all kinds of construction projects, under the name of "St. Bruno Quarry & Paving Co. Inc."

The capital of the company shall consist of 250 shares of no par value, and 350 preferred shares of the par value of \$100 each; the company will commence business with \$4,750.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Thompson Tire and Supply Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, incorporating: John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Gerald

phy, avocat et conseil en loi du Roi, Gerald McTeigue et Pierre Décary, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de pneus, chambres à air et accessoires d'automobiles et tous genres d'articles en caoutchouc;

Exploiter des garages, ateliers de réparation, postes de service et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes véhicules-moteurs, sous le nom de "Thompson Tire and Supply Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
24707 L. DÉSILETS.

McTeigue and Pierre Décary, advocates, all in the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in automobile tires, tubes and accessories and all descriptions of rubber goods;

To operate garages, repair shops, service stations and to buy, sell and deal in all kinds of motor vehicles, under the name of "Thompson Tire and Supply Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, in the Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
24707-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Absorbent Cotton Products Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre mars 1949, à la compagnie "Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1941 sous le nom de "Acme Cotton Products Company", et, par lettres patentes supplémentaires en date du 5 février 1944, changeant ledit nom en celui de "Absorbent Cotton Products Inc.", et, par d'autres lettres patentes supplémentaires en date du 2 novembre 1948, changeant ce dernier nom au nom susdit de "Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)", changeant de nouveau son nom corporatif en celui de "Absorbent Cotton Products Incorporated".

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Beaudin & Forest Limitée Beaudin & Forest Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre avril 1949, à la compagnie "Beaudin & Forest Limitée" — "Beaudin & Forest Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bélanger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux mars 1949, à la compagnie "Paul Gonthier & Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en

Supplementary Letters Patent

Absorbent Cotton Products Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)", incorporated by letters patent dated June 30th, 1941, under the name of "Acme Cotton Products Company", and by supplementary letters patent dated February 5th, 1944, changing the said name to that of "Absorbent Cotton Products Inc.", and by further supplementary letters patent dated November 2nd, 1948, changing that latter name to the aforesaid name of "Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)", changing again its corporate name to that of "Absorbent Cotton Products Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Beaudin & Forest Limitée Beaudin & Forest Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fourth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Beaudin & Forest Limitée" — "Beaudin & Forest Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bélanger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Paul Gonthier & Compagnie Limitée", incorporated by letters patent bearing date the

date du 17 juillet 1928, sous le nom de "Gonthier, Panet-Raymond & Cie, Ltée", et par lettres patentes supplémentaires en date du 23 août 1928, changeant ce nom en celui de "Gonthier, Panet-Raymond, Masson & Cie, Ltée", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 24 mars 1933, changeant ce dernier nom au nom susdit de "Paul Gonthier & Compagnie Limitée", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 16 septembre 1947, changeant de nouveau le nom de la compagnie de "Paul Gonthier & Compagnie Limitée" en celui de "Bélanger Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canada Pad Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un mars 1949, à la compagnie "Canada Pad and Sponging Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juin 1935, changeant son nom corporatif en celui de "Canada Pad Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cantin Sales Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq avril 1949, à la compagnie "Cantin Sales Agencies Ltd.", confirmant son Règlement Spécial "F" réduisant son capital de \$20,000 à \$1,000, par la cancellation de 190 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en remboursant à ses actionnaires la somme de \$3,178.25 représentant le montant versé sur les 80 actions souscrites qui sont annulées.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Consumers Products Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq avril 1949, changeant le nom corporatif de la compagnie "Pan-American Mercantile Sales Inc.", une compagnie dûment constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 août 1944, en celui de "Consumers Products Corp."

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Continental Commercial Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

seventeenth day of July, 1928, under the name of "Gonthier, Panet-Raymond & Cie, Ltée", and by supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of August, 1928, changing the said name into that of "Gonthier, Panet-Raymond, Masson & Cie, Ltée", and by further supplementary letters patent bearing date the twenty-fourth day of March, 1933, changing this last name into the aforesaid name of "Paul Gonthier & Compagnie Limitée", and by new supplementary letters patent bearing date the sixteenth day of September, 1947, again changing the name of the company "Paul Gonthier & Compagnie Limitée", into that of "Bélanger Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canada Pad Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Canada Pad and Sponging Incorporated", by letters patent dated June 11th, 1935, changing its corporate name to that of "Canada Pad Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cantin Sales Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cantin Sales Agencies Ltd.", confirming its Special By-law "F" reducing its capital from \$20,000 to \$1,000 by the cancellation of 190 common shares of a par value of \$100 each and reimbursing its shareholders the amount of \$3,178.25 representing the amount paid on the 80 subscribed shares which are cancelled.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Consumers Products Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Pan-American Mercantile Sales Inc.", a company duly incorporated by letters patent dated August 22nd, 1944, into that of "Consumers Products Corp."

Dated at the office of the Attorney General, the 5th day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Continental Commercial Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un mars 1949, à la compagnie "Continental Wines & Spirits Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 décembre 1932: a) changeant son nom corporatif en celui de "Continental Commercial Ltd."; b) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Grey Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1949, à la compagnie "Grey Investment Corporation", confirmant un règlement augmentant son capital de \$18,000 à \$100,000 par la création de 820 actions additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre avril 1949, à "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", ratifiant son règlement N° 21 augmentant son capital par la création de 50,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair et portant à \$800,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. A. Morin & Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit mars 1949, à la compagnie "L. A. Morin & Cie Limitée", ratifiant son règlement N° 3 portant son capital-actions de \$5,000 à \$150,000 par la création de 12,000 actions ordinaires additionnelles de \$10 chacune et de 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux droits, privilèges, limitations et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Langlois Motor Sales, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente mars 1949, à la compagnie "Langlois Motor Sales, Limited", confirmant son Règlement N° 15: 1) portant son capital-actions de \$20,000 à \$220,000, par la

ters patent, bearing date the twenty-first day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Continental Wines & Spirits Limited", incorporated by letters patent dated December 23rd, 1932: a) changing its corporate name to that of "Continental Commercial Ltd."; b) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Grey Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-ninth day of March 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Grey Investment Corporation", confirming a by-law increasing its capital from \$18,000 to \$100,000 by the creation of 820 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fourth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", ratifying its by-law No. 21 increasing its capital by the creation of 50,000 additional common shares having no par value and increasing to \$800,000 the amount with which the company will continue its operations in the future.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. A. Morin & Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighteenth day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L. A. Morin & Cie Limitée", ratifying its by-law No. 3 increasing its capital stock from \$5,000 to \$150,000 by the creation of 12,000 additional common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each, subject to the rights, privileges, limitations and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Langlois Motor Sales, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirtieth day of March, 1949, to the company "Langlois Motor Sales, Limited", confirming its By-law No. 15: 1) increasing its capital stock from \$20,000 to \$220,000, by the creation of 2,000 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges,

création de 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnés audit règlement; 2) subdivisant ses 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Atelier du Bon Cuir Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mars 1949, à la compagnie "L'Atelier du Bon Cuir Ltée", confirmant son Règlement N° 4 augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, par la création de 300 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 300 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mars 1949, à la corporation "Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska", constituée comme telle par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi le 9 février 1949, étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mab, Limitée (Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept avril 1949, à la compagnie "Mab, Limitée (Limited)", confirmant son règlement portant le capital-actions de la compagnie à \$249,000 par la création de 15,000 actions ordinaires additionnelles de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mason Garment Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatre avril 1949, changeant le nom corporatif de la compagnie "Mason Children's Wear Inc.", une compagnie dûment constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 avril 1947, en celui de "Mason Garment Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

restrictions and limitations mentioned in the said by-law; 2) subdividing its 200 common shares of \$100 each, into 4,000 common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Atelier du Bon Cuir Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L'Atelier du Bon Cuir Ltée", confirming its By-Law No. 4 increasing its capital from \$40,000 to \$100,000, by the creation of 300 additional common shares of a par value of \$100 each and 300 additional preferred shares of a par value of \$100 each, subject to the rights, privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska", incorporated as such by letters patent issued under the provisions of Part III of the said Act, on the 9th of February, 1949, extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mab, Limitée (Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mab, Limitée (Limited)", confirming its by-law increasing the capital stock of the company to \$249,000 by the creation of 15,000 additional common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mason Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of April, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Mason Children's Wear Inc.", a company duly incorporated by letters patent dated April 10th 1947, into that of "Mason Garment Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Matol Research, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze mars 1949, à la compagnie "Matol Research, Limited", confirmant son règlement spécial "A" subdivisant et convertissant 399 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune de son capital-actions en 1596 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune et énumérant les droits, restrictions et privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mobec Limitée
Mobec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois mars 1949, à la compagnie "Mobec Limitée" — "Mobec Limited", confirmant: 1) une résolution modifiant ses lettres patentes originaires en y ajoutant une clause à l'effet que les actions soient émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs; 2) son règlement "B" réduisant son capital par la cancellation de 999 actions ordinaires sans valeur au pair, non émises, et fixant à \$20,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à l'avenir; 3) son règlement "A" augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Tower Dress & Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1949, à la compagnie "Tower Dress Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 août 1941: a) changeant son nom en celui de "Tower Dress & Sportswear Inc."; b) confirmant un règlement augmentant son capital-actions de \$10,000 à \$50,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges, droits et restrictions attachés aux actions de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Vanity Brassière Co. Ltd

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huit mars 1949, à la compagnie "Vanity Brassière Co. Ltd.", confirmant le règlement de la compagnie augmentant son capital de \$20,000 à \$80,000 par

Matol Research, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Matol Research, Limited", confirming its special by-law "A" subdividing and converting 399 common shares of the par value of \$100 each of its capital stock into 1596 preferred shares of the par value of \$25 each, and enumerating the rights, restrictions and privileges attaching to these preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 14th day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mobec Limitée
Mobec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mobec Limitée" — "Mobec Limited" confirming: 1) a resolution amending its original letters patent by adding a clause to the effect that the shares be issued and allotted at a price to be fixed by the directors; 2) its by-law "B", reducing its capital, by the cancellation of 999 unissued common shares without par value, and fixing to \$20,000 the amount with which the company may continue its operations in future; 3) its by-law "A", increasing the number of its directors from three to four.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tower Dress & Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Tower Dress Incorporated", incorporated by letters patent bearing date the twentieth day of August, 1941: a) changing its name into that of "Tower Dress & Sportswear Inc."; b) confirming a by-law increasing its capital stock from \$10,000 to \$50,000 by the creation of 200 additional common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges, rights and restrictions attaching to the shares of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vanity Brassière Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of March, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Vanity Brassière Co. Ltd.", confirming the by-law of the company increasing its capital stock from \$20,000 to \$80,000 by the creation of 400

la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, les dites actions privilégiées seront sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
24708 L. DÉSILETS.

additional common shares of the par value of \$100 each and of 200 preferred shares of the par value of \$100 each, the said preferred shares to be subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 28th day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
24708-o Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 5746. Yvonne Hétu, de St-Eugène de Grantham, district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Joseph Neveu, cultivateur du même lieu, demanderesse, vs Ledit Joseph Neveu, défendeur.

Une action en séparation a été instituée dans cette cause le 4 avril 1949.

Drummondville, ce 13 avril 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
24723-o RINGUET & SAINT-PIERRE.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 5746. Yvonne Hétu, of St-Eugène de Grantham, district of Arthabaska, wife common as to property of Joseph Neveu, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Joseph Neveu, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on April 4, 1949.

Drummondville, April 13, 1949.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
24723 Attorneys for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 384

Québec, le 14 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers et de la construction du district de Hull.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 482-A du 7 avril 1948, soit prolongé jusqu'au 1er août 1949, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
24733-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 384

Quebec, April 14, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee for Hull District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee for Hull District, formed under decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, authorized by a by-law approved by Order in Council number 482-A of April 7, 1948, be extended until August 1, 1949, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
24733-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 384

Québec, le 14 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "E"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction du district

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 384

Quebec, April 14, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "E"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee for Hull district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee for Hull district, formed under

de Hull, établi en exécution du décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, et chargé par l'arrêté en conseil numéro 1036-A du 4 août 1948, de surveiller et d'assurer l'observance du décret numéro 749 du 27 mai 1948, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1230-D du 22 septembre 1948, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1950, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
24734-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 385

Québec, le 14 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'Industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Temiscamingue, Pontiac, et Labelle.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif à l'Industrie et aux métiers de la construction, dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Temiscamingue, Pontiac et Labelle, soit prolongé jusqu'au 1er août 1949.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
24742-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 385

Québec, le 14 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons, dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter la modification suivante audit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 2991, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article XII:

decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, and entrusted by Order in Council number 1036-A of August 4, 1948, with the administration of decree number 749 of May 27, 1948, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1230-D of September 22, 1948, be extended until April 30, 1950, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
24734-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 385

Quebec, April 14, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Temiscamingue, Pontiac and Labelle.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Temiscamingue, Pontiac and Labelle, be extended until August 1, 1949.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,
24742-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 385

Quebec, April 14, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 2991 of November 10, 1937, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 5, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2991, be amended as follows:

The following paragraph is added at the end of section XII:

"Si l'une ou l'autre de ces fêtes tombe un samedi ou un dimanche, le jour de fête est alors chômé le jour ouvrable qui précède ou qui suit le samedi ou le dimanche. S'il y avait une fête pendant une période de vacances, cette fête doit être payée, sans délai, à la fin des vacances."

(Document "D" annexé à l'arrêté.)

24744-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 385

Québec, le 14 avril 1949.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du District a présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de modifier le décret numéro 1134 du 1er septembre 1948, relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal et l'île Jésus;

ATTENDU que lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 5 février et 5 mars 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1134, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "g" et "h" de l'article I sont radiés et remplacés par le suivant:

"g) *Homme de service de terrains de stationnement*: Ce terme désigne tout salarié qui fait sur un terrain de stationnement l'une ou plusieurs des opérations énumérées aux paragraphes "e" ou "f" du présent article."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima des compagnons et apprentis de jour*: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de jour ci-après:

a) Apprentis de jour de toutes les catégories:

	<i>l'heure</i>
1er semestre	\$0.40
2ème semestre	0.45
2ème année	0.50
3ème année	0.65
4ème année	0.75

b) Compagnons de jour exerçant l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôlier, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc.

	<i>l'heure</i>
Première classe	\$1.00
Deuxième classe	0.90"

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

"In the event that any of the foregoing statutory holidays should fall on a Saturday or Sunday, then the said holiday shall be considered as having taken place either on the day prior to or upon the first working day following the Saturday or Sunday. Should any of the holidays occur during a vacation period, such holiday shall be paid for immediately after the vacation."

(Document "D" annexed to the Order.)

24744-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 385

Quebec, April 14, 1949.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the garage employees in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District has submitted to the Minister of Labour two requests for the purpose of amending the decree number 1134 of September 1, 1948, relating to the garage employees in the Island of Montreal and Jesus Island;

WHEREAS the said requests have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of February 5 and March 5, 1949;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1134, be amended as follows:

1° Subsections "g" and "h" of section I are deleted and the following substituted therefor:

"g) *Parking ground service man*: These words mean any employee committed, on a parking ground, to one or many of the operations enumerated in subsections "e" or "f" of the present section."

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage scale for day journeymen and apprentices*: The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories of day employees hereinafter mentioned:

a) Day apprentices of all categories:

	<i>per hour</i>
1st six months	\$0.40
2nd six months	0.45
2nd year	0.50
3rd year	0.65
4th year	0.75

b) Day journeymen plying one of the trades of the automobile industry such as blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanic painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker vulcanizer, welder, wheelwright, etc.

	<i>per hour</i>
First class	\$1.00
Second class	0.90"

3. Section VI is replaced by the following:

"VI. Salaires minima des compagnons et apprentis de nuit: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de nuit ci-après:

a) Apprentis de nuit de toutes les catégories:

	<i>l'heure</i>
1er semestre	\$0.45
2ème semestre	0.50
2ème année	0.55
3ème année	0.75
4ème année	0.85

b) Compagnons de nuit exerçant l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charbon, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôle, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc.

	<i>l'heure</i>
Première classe	\$1.15
Deuxième classe	1.00"

4° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. Re-classification du compagnon de troisième classe: Tout compagnon possédant actuellement un certificat de qualification de troisième classe, doit, dans le plus bref délai, se présenter au Comité paritaire pour se voir remettre un certificat de qualification de compagnon de deuxième classe, après les formalités prévues à l'arrêté en conseil numéro 1471-A du 4 novembre 1948."

5° L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. Garantie de quatre (4) heures: Tout salarié appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière, a droit à une rémunération d'au moins quatre (4) heures par appel au taux régulier.

Chaque journée régulière de travail comporte deux appels, soit un appel entre sept (7) heures a.m. et midi et un appel entre une heure (1.00) de l'après-midi et sept (7) heures du soir.

Quand un salarié appelé pour une certaine heure est obligé d'attendre qu'on l'emploie, il a droit à une rémunération au même taux pour ce temps d'attente."

6° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XII:

"Si, au cours d'une semaine régulière de travail, il se présente durant l'année un ou des jours chômés, autres que le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail et le Jour de Noël, l'employeur peut, s'il ferme son établissement, réduire la garantie de 40 heures à 35 heures de salaire."

7° L'article XVII est remplacé par le suivant: "XVII. Homme de service de jour des débits d'essence et des stations de service:

Sujet aux dispositions additionnelles contenues dans l'article XVIII, les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>l'heure</i>
1. Pour les neuf (9) premières heures de travail effectuées entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.	\$ 0.60
2. Les heures de travail effectuées entre 7.00 p.m. et 10.00 p.m. sont payées au taux de salaire régulier majoré de 50%;	
3. Les heures de travail effectuées entre 10.00 p.m. et 7.00 a.m. sont payées aux taux de salaire régulier majoré de 100%."	

8° L'article XVIII est remplacé par le suivant: "XVIII. Durée régulière de travail des hommes de service dans les débits d'essence et les stations de

"VI. Minimum wage scale for night journeymen and apprentices: The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories of night employees hereinafter mentioned:

a) Night apprentices for all categories:

	<i>per hour</i>
1st six months	\$0.45
2nd six months	0.50
2nd year	0.55
3rd year	0.75
4th year	0.85

b) Night journeymen plying one of the trades of the automobile industry such as blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanic, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder, wheelwright, etc.,

	<i>per hour</i>
First class	\$1.15
Second class	1.00"

4. Section X is replaced by the following:

"X. Re-classification of third-class journeymen: Every journeyman theretofore holding a third-class certificate of competency shall, as soon as possible, call at the office of the Parity Committee to obtain a certificate of competency for a second-class journeyman in pursuance of the provisions of Order in Council number 1471-A of November 4, 1948."

5. Section XI is replaced by the following:

XI. Four-hour guarantee: All employees called to work less than the regular day are entitled to a remuneration of at least four (4) hours per call at the regular wage rate.

There will be two calls for each regular working day, to wit: a call between seven (7.00) a.m. and twelve o'clock noon (12.00) p.m. and another call between one o'clock in the afternoon (1.00) p.m. and 7.00 p.m.

When an employee is called for a given time and has to wait to be put to work, he is entitled to a remuneration for such waiting time at an equal rate of pay."

6. The following paragraph is added to section XII:

"If, in the course of a regular work week, there were during the year one holiday, or holidays, other than New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day and Christmas Day, the employer may, if he closes his establishment, reduce the guarantee of 40 hours' pay to 35 hours."

7. Section XVII is replaced by the following:

"XVII. Day service man in gasoline and service stations:

Subject to the additional provisions contained in section XVIII, the minimum rates of pay shall be as follows:

	<i>per hour</i>
1. For the first nine (9) hours worked between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.	\$0.60
2. The hours worked between 7.00 p.m. and 10.00 p.m. shall be paid for at the regular rate increased by 50%;	
3. The hours worked between 10.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be paid for at the regular rate increased by 100%."	

8. Section XVIII is replaced by the following:

"XVIII. Regular duration of work of service men in gasoline and service stations: The regular

service: La durée régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures par semaine et de neuf (9) heures par jour, du lundi au samedi inclusivement.

Ces heures régulières de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. Toute heure de travail effectuée chaque jour entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., en plus de neuf (9) heures, est payable au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Les heures de travail effectuées entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., en plus des 54 heures, sont également rémunérées au taux de salaire régulier majoré de 50%.

9° L'article XVIII-A suivant est ajouté:

"XVIII-A. *Taux des hommes de service des terrains de stationnement:* Les hommes de service employés par celui qui exploite un terrain de stationnement ont droit aux taux de salaires et aux conditions de travail prévus pour les hommes de service des débits d'essence et des stations de service.

Si, cependant, le terrain de stationnement est attaché à un garage et exploité par celui qui exploite le garage, les hommes de service de pareils terrains de stationnement sont considérés à tout point de vue comme des hommes de service de garage et soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaire que ces derniers."

10° L'article XXI est remplacé par le suivant:

"XXI. *Jours chômés:* Sujet aux dispositions ci-après, se rapportant aux hommes de service des garages, le Premier de l'An, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont des jours chômés et payés pour tous les salariés régis par le décret.

Si, cependant, les salariés mentionnés à l'alinéa précédent, exception faite des hommes de service des garages, travaillent le dimanche ou l'un des trois (3) jours de fêtes ci-haut mentionnés, tel travail doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

Dans le cas des hommes de service de garages, les congés payés auxquels ils ont droit, le Premier de l'An, la Fête du Travail et le Jour de Noël, peuvent être donnés le premier jour non férié suivant chacune de ces fêtes, et s'ils travaillent un tel jour, ils ont droit au taux de salaire régulier majoré de 100%.

Le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste et la Confédération (Fête du Canada) sont également des jours chômés mais non payés.

Au cas où un compagnon ou un apprenti travaillerait un dimanche ou l'un des six (6) jours de fêtes ci-haut mentionnés, tel travail doit être rétribué au taux de salaire régulier majoré de 100%.

Cet article n'affecte en rien le congé hebdomadaire auquel ont droit tous les salariés aux termes de l'article XXII."

11° L'article XXIV est radié.

12° Le paragraphe "b" de l'article XXV est radié.

13° L'article XXVI est radié et remplacé par le suivant:

"XXVI. *Apprentissage des différents métiers de l'industrie de l'automobile:* a) La durée de l'apprentissage est de quatre (4) années; l'apprenti doit se soumettre aux conditions suivantes:

1. Avoir atteint seize (16) ans révolus et ne pas avoir plus de vingt-six (26) ans.

2. Avoir un certificat d'études de sixième année du cours primaire ou l'équivalent.

3. Établir ses aptitudes dans le métier qu'il désire apprendre.

b) À l'expiration de son apprentissage, un certificat de qualification de compagnon de deuxième classe dans son métier, est remise au

duration of work is one of fifty-four (54) hours per week and nine (9) hours per day, from Monday to Saturday inclusive.

The regular hours of work are distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. All hours worked each day between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. over and above nine (9) hours are payable at the regular rate of pay increased by 50%.

The hours worked between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., over and above the 54 hours, are also remunerated at the regular rate of pay increased by 50%.

9. The following section XVIII-A is added:

"XVIII-A. *Parking ground service men's rate of pay:* Service men employed by one operating a parking ground are entitled to the rates of pay and working conditions provided for service men in gasoline and service stations.

Should, however, a parking ground be adjoining a garage and operated by one operating a garage, service men on such parking grounds shall be considered, for all purposes, as service men in garages and shall have the same working conditions and rates of pay as the latter."

10. Section XXI is replaced by the following:

"XXI. *Holidays:* Subject to the following provisions concerning garage service men, New Year's Day, Labour Day and Christmas Day are paid holidays for all the employees governed by the Decree.

If, however, the employees mentioned in the preceding paragraph, with the exception of garage service men, work on Sunday or on one of the three above mentioned holidays, such work shall be remunerated at the regular wage rate increased by 100%.

As regards garage service men, the holidays with pay to which they are entitled, New Year's Day, Labour Day and Christmas Day, may be given the first working day following each such holiday and, if they work on the said days, they are entitled to the regular rate of pay increased by 100%.

Good Friday, St-John the Baptist Day and Dominion Day (Canada Day) are also holidays but without pay.

Should a journeyman or an apprentice work on Sunday or on one of the six above mentioned holidays, such work shall be remunerated at the regular wage rate increased by 100%.

This section does not affect, in any way, the weekly holiday to which all employees are entitled under section XXII."

11. Section XXIV is deleted.

12. Subsection "b" of section XXV is deleted.

13. Section XXVI is deleted and the following substituted therefor:

"XXVI. *Apprenticeship of the various trades of the automobile industry:* a) The apprenticeship period is one of four (4) years and the apprentice shall comply with the following conditions:

1. Be at least sixteen (16) years old and not more than twenty-six (26).

2. Have a study certificate of the sixth year in the Primary Course or the equivalent.

3. Prove one's aptitudes in the trade to be learned.

b) At the expiration of his apprenticeship, a competency certificate for a second-class journeyman in his trade shall be remitted to the

salarié après les formalités prévues à l'arrêté en conseil numéro 1471-A du 4 novembre 1948.

Le détenteur d'un certificat de compagnon de deuxième classe peut, lorsqu'il a été détenteur de pareil certificat pour au moins douze (12) mois, subir un examen pour obtenir un certificat de qualification de première classe."

c) *Prorata des compagnons et apprentis*: Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus que deux (2) apprentis par trois (3) compagnons. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un (1) ou deux (2) compagnons, il est permis d'avoir un (1) apprenti.

De plus, dans les garages employant:

5 à 9 compagnons, il doit y avoir au moins 1 compagnon de 1ère classe;

10 à 14 compagnons, il doit y avoir au moins 2 compagnons de 1ère classe;

15 à 19 compagnons, il doit y avoir au moins 3 compagnons de 1ère classe;

20 compagnons et plus, il doit y avoir 1 compagnon de 1ère classe par chaque 5 compagnons."

14° L'article XXVIII est radié et remplacé par le suivant:

"XXVIII. *Uniformes*: a) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié et demeure la propriété de l'employeur pendant les douze mois qui suivent la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies moitié aux frais de l'employeur, moitié aux frais du salarié.

c) Cependant, dans le cas des apprentis, les salopettes ou jaquettes spéciales exigées par l'employeur sont fournies et blanchies aux frais de l'employeur seul, durant le premier semestre de l'apprentissage.

d) Tous les hommes de service des débits d'essence et des stations de service ne doivent pas payer plus qu'un nettoyage de salopettes ou jaquettes spéciales par semaine."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24756-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 385

Québec, le 14 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 142 du 22 janvier 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 février 1949;

employee in pursuance of the provisions of Order in Council number 1471-A of November 4, 1948.

The holder of a second-class journeyman's certificate may, after twelve months in that capacity, sit for an examination towards the obtaining of a first-class competency card or qualification certificate.

c) *Prorata of journeymen and apprentices*: In each establishment governed by the Decree, there shall be not more than two (2) apprentices per three journeymen. However, in establishments where there is but one (1) or two (2) journeymen, there may be one (1) apprentice.

Furthermore, in garages where there are:

From 5 to 9 journeymen, there shall be at least one (1) first-class journeyman;

From 10 to 14 journeymen, there shall be at least two (2) first-class journeymen;

From 15 to 19 journeymen, there shall be at least three (3) first-class journeymen;

20 journeymen and more, there shall be one (1) first-class journeyman for each five (5) journeymen."

14. Section XXVIII is deleted and replaced by the following:

"XXVIII. *Special uniform*: a) the cost of the special uniform required by the employer shall be borne, in equal parts, by both the employer and the employee and such uniform remains the employer's property for the twelve months following the date of purchase.

b) All other uniforms required by the employer such as overalls or special frocks shall be supplied and cleaned half by the employer and half by the employee.

c) As for apprentices, the overalls or special frocks required by the employer shall be supplied and cleaned by the employer alone during the first six months of the apprenticeship.

d) All service men employed in a gasoline station or in a service station shall not pay more than one overall or special frock cleaning per week."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24756-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 385

Quebec, April 14, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the women's and children's millinery industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 142 of January 22, 1947, and amendments, relating to the women's and children's millinery industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 19, 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret, numéro 142, soit modifié de la façon suivante:

1^o Le paragraphe "a" de l'article III est radié et remplacé par le suivant:

"III. Salaires minima: a) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Salaires hebdomadaire	Salaires horaires
Préposé au blocage à la main.....	\$50.20	\$1.25½
Bloqueur.....	46.40	1.16
Coupeur.....	45.20	1.13
Préposé à la couture des pailles.....	45.20	1.13
Préposé à la couture des tissus.....	45.20	1.13
Drapeuse.....	31.40	0.78½
Drapeuse préposée aux garnitures.....	27.60	0.69
Préposée aux garnitures.....	25.00	0.62½

2^o Le paragraphe "g" de l'article III est modifié en y ajoutant l'alinéa "vii" suivant:

"vii. Nonobstant les dispositions précédentes relatives aux vacances payées, tout salarié du sexe masculin ou féminin qui a été à l'emploi de son employeur actuel pour une période de deux mois à droit, si son emploi pour cet employeur se terminait, à 2% des salaires gagnés durant la période de services lui donnant droit aux vacances, c'est-à-dire à 2% des salaires qu'il a gagnés après le 30 juin précédant la cessation de son emploi pour tel employeur."

3^o Un nouvel article VI-A, intitulé "Jours de fête payés", est ajouté, comme suit:

"VI-A. Jours de fête payés: Tous les salariés assujettis au décret, sans exception, ont droit aux quatre (4) jours de fête statutaire suivants, avec paye: Vendredi Saint, Fête du Travail, Ascension et Immaculée Conception, conformément aux dispositions suivantes:

i. Pour avoir droit à la rémunération pour ces jours de fête statutaire, un salarié doit avoir été à l'emploi de l'industrie de la chapellerie pendant une année complète, et avoir travaillé dans le même établissement les trois mois précédant le jour de fête accordé.

ii. Tout salarié absent une journée complète pendant la semaine de travail au cours de laquelle tombe tout jour de fête ci-haut mentionné n'a droit qu'à 75% de la rémunération accordée pour tel jour de fête.

iii. Tout salarié absent deux journées complètes pendant la semaine de travail au cours de laquelle tombe tout jour de fête ci-haut mentionné n'a droit qu'à 50% de la rémunération accordée pour tel jour de fête.

iv. Tout salarié absent plus de deux jours pendant la semaine de travail au cours de laquelle tombe tout jour de fête ci-haut mentionné n'a droit à aucune rémunération pour tel jour de fête.

Toutefois, toute période de chômage (layoff) voulue par l'employeur et toute absence due à l'incapacité causée par maladie ne doivent pas être considérées comme absences pour les fins de cet article."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

24757-o

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 142, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section III is deleted and replaced by the following:

"III. Minimum wages: a) The minimum wage rates shall be the following in each of the various trades for skilled workers:

Trades (Crafts)	per week	per hour
Hand Blocker.....	\$50.20	\$1.25½
Blocker.....	46.40	1.16
Cutter.....	45.20	1.13
Straw Operator.....	45.20	1.13
Fabric Operator.....	45.20	1.13
Draper.....	31.40	0.78½
Trimmer-Draper.....	27.60	0.69
Trimmer.....	25.00	0.62½

2. Subsection "g" of Section III is amended by adding thereto the following paragraph "vii", to wit:

"vii. Notwithstanding the foregoing provisions with respect to "Vacation with Pay", every male and female employee who has been employed by his present employer for a period of two months shall, in the event of termination of his employment with such employer, be entitled to 2% of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation, that is, 2% of the wages earned by him after the 30th of June preceding his termination of employment with such employer."

3. A new Section VI-A, headed "Holidays with Pay", is added, to wit:

VI-A. Holidays with pay:

All employees coming under the jurisdiction of this Decree, without exception, shall be granted the following four (4) legal holidays with pay, to wit: Good Friday, Labour Day, Ascension Day, and Immaculate Conception, subject to the following conditions:

i. To qualify for such payment for legal holidays, an employee must be employed in the millinery industry for one full year, and must work in the same shop for a minimum period of three months prior to the granting of any of the holidays aforesaid.

ii. Any employee who is absent for one full day during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only 75% of the pay granted for such holiday.

iii. Any employee who is absent for two full days during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only 50% of the pay granted for such holiday.

iv. Any employee who is absent for more than two days during any work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall not receive any pay for such holiday.

However, layoff from employment by the employer and absence due to incapacity caused by sickness shall not be deemed to be absences within the meaning of this section."

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

24757-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 385

Québec, le 14 avril 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles, dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles, rendue obligatoire dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites par le décret numéro 660 du 13 mai 1948 et amendements, ont présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 660, soit modifié comme suit:

L'article X est radié et remplacé par le suivant:

"X. *Vacances payées*: Une semaine de vacances payées au taux de 2% de la rémunération reçue pendant les douze mois précédents pour ses heures normales de travail, doit être accordée chaque année à tout salarié ayant une année de services continus pour le même employeur.

Deux semaines de vacances payées au taux de 4% de la rémunération reçue pendant les douze mois précédents pour ses heures normales de travail, doivent être accordées chaque année à tout salarié ayant cinq ans ou plus de services continus pour le même employeur.

La période pendant laquelle les vacances peuvent être prises s'étend du 1er mai au 30 septembre."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24743-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 385

Quebec, April 14, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the sheet metal products fabricating industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the sheet metal products fabricating industry, rendered obligatory in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits by the decree number 660 of May 13, 1948, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 5, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 660, be amended as follows:

Section X is deleted and the following substituted therefor:

"X. *Vacations with pay*: One week of vacation with pay at the rate of 2% of the remuneration received during the preceding twelve months for his standard working hours shall be granted annually to every employee with one year of continuous service for the same employer.

Two weeks of vacation with pay at the rate of 4% of the remuneration received during the preceding twelve months for his standard working hours shall be granted annually to every employee with five or more years of continuous service for the same employer.

The period within which vacations may take place shall be between the first of May and the thirtieth of September."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24743-o

Clerk of the Executive Council.

Assemblées

Les actionnaires de "La Compagnie de Chemin de fer Alma & Jonquières" sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-six avril 1949, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1948, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

24699-15-2-o

Le Secrétaire,
PAUL LAROQUE.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Assemblée générale annuelle

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'as-

Meetings

The annual meeting of the shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company" to receive the 1948 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, April 26th, 1949, at three o'clock in the afternoon.

24699-15-2-o

PAUL LAROQUE,
Secretary.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual

semblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie Montreal Tramways Company sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P.Q., à midi, jeudi le vingt-huit avril 1949. Cette assemblée sera tenue pour procéder à la réception du rapport annuel, à l'élection des directeurs et à la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à la dite assemblée.

Les livres de transferts seront fermés du 8 avril 1949 au 27 avril 1949, les deux jours inclusivement.

Montréal, 15 février 1949.

Par ordre du bureau de direction,

Le Secrétaire-trésorier,

24342-8-3

T. D. ROBERTSON.

General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P. Q., at 12 o'clock noon on Thursday, the 28th day of April, 1949. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The Transfer Books will be closed from the 8th day of April, 1949, to the 27th day of April, 1949, both days inclusive.

Montreal, February 15th, 1949.

By order of the Board, #

T. D. ROBERTSON,

Secretary-Treasurer.

24342-8-3-o

Avis divers

Loi du régime des eaux courantes
Chapitre 98, S.R.Q., 1941

Formule I

1. (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que M. Adrien Meilleur, industriel, demeurant dans le territoire de la Municipalité de la partie est du canton de Campbell, dans le comté de Labelle, se propose de demander l'autorisation de faire faire une digue ou barrage pour remplacer l'ancienne digue ou barrage sur le cours d'eau (rivière Kiamika) qui borde les lots de terre primitivement désignés sous les numéros, onze, douze et treize du rang J du canton de Campbell, lots maintenant connus et désignés sous les numéros onze-a, onze-b, onze-c, onze-d, douze, treize-a et treize-b, du rang J du canton de Campbell suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Labelle à Mont-Laurier, comté de Labelle.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donné et signé dans la Municipalité de la partie est du canton de Campbell, comté de Labelle, ce 30 mars 1949.

24622-14-4-o

ADRIEN MEILLEUR.

Miscellaneous Notices

Water-Course Act,
Chapter 98, R.S.Q. 1941

Form I

1. (Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Mr. Adrien Meilleur, mill-owner, living in the territory of the Municipality of the Eastern part of the Township of Campbell, in the County of Labelle, intends to apply for authorisation to have constructed a dam or dike to take place of the old dam or dike on the water-course (Kiamika River) which borders upon the lots primitively known as lots numbers eleven, twelve, and thirteen of the Range letter J of the Township of Campbell and now, according to Official Plan and Book of Reference of said Township known and designated as lots numbers Eleven-a, Eleven-b, Eleven-c, Eleven-d, Twelve, Thirteen-a and Thirteen-b of the Range Letter "J" of the said township of Campbell.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction hereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Division of Labelle at Mont-Laurier, County of Labelle.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Signed in the Municipality of the Eastern part of the township of Campbell, county of Labelle, this 30th day of March, 1949.

24622-14-4-o

ADRIEN MEILLEUR.

AVIS DE DEMANDE D'UN BILL PRIVÉ AU PARLEMENT DU CANADA

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite au Parlement du Canada à sa présente ou prochaine session afin d'obtenir la passation d'un bill privé constituant en incorporation une compagnie sous le nom de "Queont Pipe

NOTICE OF APPLICATION TO THE PARLIAMENT OF CANADA FOR A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that an application will be made to the Parliament of Canada at the present or next following session thereof for a Private Bill incorporating a company under the name of "Queont Pipe Line Company", or in the

Line Company" ou, dans l'alternative, "Trans-Northern Pipe Line Company", ou tel autre nom que le Parlement peut accorder dans le but d'acquiescer, construire et exploiter des oléoducs au Canada ou ailleurs pour le transport de l'huile, comprenant les hydrocarbures liquides et ses produits dérivés liquides, sujet aux dispositions et avec tels pouvoirs additionnels qui peuvent être conférés à des compagnies d'oléoducs par toute législation générale concernant les oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada. Les requérants demanderont qu'il soit accordé à la compagnie tous les pouvoirs, privilèges et immunités accordés par toute législation générale concernant ces oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada et, de plus, demanderont tels autres pouvoirs et dispositions corporatives qui peuvent être jugés nécessaires à l'exercice des objets de la compagnie.

Daté à Toronto, Ontario, ce 4^{ième} jour d'avril 1949.

Le Procureur des requérants,
L. V. SUTTON.

1809 Royal Bank Building,
Toronto, Ontario. 24684-15-4

alternative "Trans-Northern Pipe Line Company", or such other name as Parliament may grant for the purpose of acquiring constructing and operating pipe lines within and/or outside Canada for the transmission of oil including liquid hydrocarbons and liquid derivative products thereof, subject to the provisions of and with such additional powers as may be conferred on pipe line companies by any general legislation respecting pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada. The applicants will request that the company shall have all the powers privileges and immunities conferred by any general legislation affecting such pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada and further will request such other powers and corporate provisions as may be deemed necessary for the carrying out of the objects of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 4th day of April, 1949.

L. V. SUTTON,
Solicitor for the applicants.

1809 Royal Bank Building,
Toronto, Ontario. 24684-15-4-o

RIVERDALE DEVELOPMENT COMPANY

Règlement spécial "A"

Augmentation du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à quatre et l'article 1 du règlement trois est, par les présentes, modifié en y rayant le mot "trois" et en y substituant le mot "quatre".

Je, C. E. Humphrey, secrétaire-trésorier de la compagnie "Riverdale Development Company", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "A" de la compagnie.

Montréal, 8 avril 1949.
[Seal]

Le Secrétaire-trésorier,
C. E. HUMPHREY.

24709

RIVERDALE DEVELOPMENT COMPANY

Special by-law "A"

Increase in number of directors

The number of directors of this company is hereby increased from three to four and article 1 of by-law three is hereby amended by deleting therefrom the word "three" and by substituting therefor the word "four".

I, C. E. Humphrey, secretary-treasurer of "Riverdale Development Company", do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of special by-law "A" of the company.

Montreal, April 8th, 1949.
[Seal]

C. E. HUMPHREY,
Secretary-Treasurer.

24709-o

WILLIE BÉLANGER & CIE LTÉE

Avis de Règlement

Avis est, par les présentes, donné que le règlement numéro deux a été décrété par les directeurs de la compagnie "Willie Bélanger & Cie Ltée", le 6 avril (1949), en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution d'un actif de vingt mille dollars (\$20,000.00) entre ses actionnaires.

Donné à Montréal, ce onzième jour d'Avril mil neuf cent quarante-neuf.
[Seal]

Le Secrétaire-trésorier,
GERARD GROLEAU.

24710-o

WILLIE BÉLANGER & CIE LTÉE

Notice of by-law

Notice is hereby given that by-law number two was enacted by the directors of the company "Willie Bélanger & Cie Ltée", on the 6th of April, (1949) under the provisions of section 90 of the Quebec Companies Act, providing for the distributing of an asset of twenty-thousand dollars (\$20,000) among its shareholders.

Given at Montreal, this eleventh day of April, nineteen hundred and forty-nine.
[Seal]

GÉRARD GROLEAU,
Secretary-Treasurer.

24710

L. A. MORIN & CIE LIMITÉE

Extrait des règlements concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"A l'assemblée générale annuelle, les actionnaires choisiront un bureau de direction composé de 5 (cinq) membres."

L. A. MORIN & CIE LIMITÉE,
Par le Secrétaire,
GASTON ROBITAILLE.

24719-o

L. A. MORIN & CIE LIMITÉE

Excerpt from the by-laws concerning the increase of the number of directors from three to five.

"At the annual general meeting, the shareholders will elect a Board of Directors composed of 5 (five) members."

L. A. MORIN & CIE LIMITÉE,
per GASTON ROBITAILLE,
Secretary.

24719

JOS. BOUCHER LTÉE
JOS. BOUCHER LTD.

Règlement N° 2

JOS. BOUCHER LTÉE
JOS. BOUCHER LTD.

By-law No. 2

Augmentant le nombre des directeurs de 3 à 5 Increasing the number of directors from 3 to 5.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq actionnaires dûment qualifiés de la compagnie et qui seront élus à l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Ces directeurs resteront en fonction tant qu'ils n'auront pas été remplacés."

Le Secrétaire,
24718-o LUCIEN BOULET.

The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five duly qualified shareholders of the company who shall be elected at the annual general meeting of the shareholders. The said directors shall remain in office until such time as they are replaced.

LUCIEN BOULET,
Secretary.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Les Ecureuils, comté de Portneuf, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 17 mars 1949, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Les Ecureuils en celui de municipalité de "Les Ecureuils", comté de Portneuf.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les Ecureuils, ce 11ième jour d'Avril 1949.
Le Maire, Le Sec.-Trés.
WELLIE VADEBONCOEUR, LS. ED. FISET.
24720-o

By the mayor and secretary-treasurer of the municipality of Saint-Jean-Baptiste de Les Ecureuils, parish, Portneuf county, notice is given by the present letter, that the Lieutenant-Governor in council, approved in date of March 17th, 1949, following a report of Comity of Exécutif Council, the change of the name of the municipality of Saint-Jean-Baptiste de Les Ecureuils in this one "Municipality of Les Ecureuils", Portneuf county.

Directly at request of 48th. article of municipal code, this change of name is entering in vigour at the date of the publication of this present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Les Ecureuils this 11th day of April 1949.
WELLIE VADEBONCOEUR, LS. ED. FISET,
Mayor. Sec. Treas.
24720-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Woodmont Credit Union", en date du 22 mars 1949, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24721-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Woodmont Credit Union", under date the twenty-second day of March, 1949, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24721 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre de Sorel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er avril 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24731-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Frelighsburg", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 avril 1949.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre de Sorel", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 1, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,
24731 Under Secretary of the Province,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Frelighsburg", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 4, 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Frelighsburg, comté de Missisquoi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24739-o JEAN BRUCHÉSI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Frelighsburg, county of Missisquoi.

24739 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

ALTAN HOLDING, LIMITED

Avis est par les présentes donné, suivant section 90 de la Loi des compagnies de Québec, que le 12 avril 1949, les directeurs de l' "Altan Holding, Limited" adoptèrent un règlement no. XXVII, subséquemment ratifié par tous les actionnaires, ordonnant que le 13 avril 1949, la compagnie discontinue toutes ses opérations, autre que pour sa liquidation, et que, la compagnie ayant pourvu au paiement de toutes ses dettes, son actif soit distribué aux actionnaires, et que l'abandon de sa charte soit demandé aux autorités de la Province.

Montréal, 20 avril 1949.

L'Avocat de la Compagnie,
24740-o WALTER S. JOHNSON, C.R.

In conformity with Section 90, Quebec Companies' Act, "Altan Holding, Limited", hereby gives notice that on April 13, 1949, the Directors of the company passed by-law No. XXVII, subsequently ratified and confirmed by all the shareholders, at a Special General Meeting, duly held, providing that on the 13th day of April, 1949, the company cease to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs, and that as the company has no debts or obligations, the assets of the company be distributed among its shareholders, and the surrender of its charter be applied for.

Montreal, April 20, 1949.

24740-o WALTER S. JOHNSON, K.C.
Attorney for the Company

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Brébœuf", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 9 avril 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Brébœuf, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24745-o JEAN BRUCHÉSI.

MANIWAKI POWER & TELEPHONE COMPANY

Règlement "X"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires au pro rata du nombre d'actions détenues par chacun est, par les présentes, autorisée.

Vrai sommaire certifié du règlement "X" de la compagnie "Maniwaki Power & Telephone Company."

Montréal, 19 avril 1949.

[Sceau]

24746 Le Secrétaire,
ROY CAMPBELL.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Amélioration des Fermes St-Henri", en date du 7 avril 1949, dont le siège social est situé à Saint-Henri, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 avril 1949.

24747-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Brébœuf" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 9, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Brébœuf, county of Terrebonne.

24745 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

MANIWAKI POWER & TELEPHONE COMPANY

By-law "X"

The distribution of the assets of the company amongst the shareholders rateable to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of by-law "X" of "Maniwaki Power & Telephone Company."

Montreal, April 19th, 1949.

[Seal]

24746-o ROY CAMPBELL,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Amélioration des Fermes St-Henri" under date the 7th day of April, 1949, whereof the head office is at St-Henri, county of Levis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of April, 1949.

24747 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Centre Coopératif Lau-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le

rentien", en date du 26 mars 1949, dont le siège social est situé à Ville Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24755-o JEAN BRUCHÉSI.

MORGAN TRUST COMPANY

Règlement N° 8

Augmentation du nombre des directeurs de six à sept.

"Un bureau de direction de sept directeurs sera élu à l'assemblée annuelle et sera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle ou subsequmment, jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus et qualifiés."

Vraie copie certifiée du règlement N° 8 tel que décrété par les directeurs de la compagnie "Morgan Trust Company" à une assemblée tenue le 30 mars 1949, et approuvé par le vote unanime de tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 5 avril 1949.

24760 Le Secrétaire,
R. HOUNAM.

SENATOR-ROUYN LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement 62

Augmentation du nombre des directeurs de trois à sept.

Qu'il soit décrété comme étant le règlement 62 de la compagnie "Senator-Rouyn Limited" que le nombre des directeurs soit augmenté à sept et que l'article 6 du règlement 1, tel que modifié par les règlements 37, 42 et 45, soit remplacé par le suivant:

"6. Le commerce et les affaires de la compagnie seront administrés par un bureau de direction de sept directeurs et quatre directeurs ou tel moindre nombre qui peut constituer une majorité au bureau de direction demeurant en fonction seront et formeront un quorum qui sera en tout temps qualifié et investi des pouvoirs de poser tous actes et exercer toutes fonctions, pouvoirs et autorités du bureau de direction en entier, nonobstant toutes vacances dans le bureau de direction qui peuvent se produire en aucun temps."

Daté le 24 avril 1948.

[Sceau]

Le Président,
(Signé) R. C. GAMBLE.
Le Secrétaire-trésorier,
A. W. BEAMENT.

24761

Centre Coopératif Laurentien", under date the twenty-sixth day of March, 1949, whereof the head office is at Ville Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

MORGAN TRUST COMPANY

By-law No. 8

Increasing the number of directors from six to seven.

"A Board of seven directors shall be elected at the annual meeting and shall hold office until the next annual meeting, or thereafter, until their successors are elected and qualified".

Certified a true copy of by-law No. 8 as enacted by the directors of "Morgan Trust Company" at a meeting held on the 30th day of March, 1949, and approved by the unanimous vote of all the shareholders present at a special general meeting of the shareholders duly called and held on the 5th day of April, 1949.

24760-o R. HOUNAM,
Secretary.

SENATOR-ROUYN LIMITED
(No Personal Liability)

By-law 62

Increase in number of directors from three to seven.

Be it enacted as by-law 62 of "Senator-Rouyn Limited" that the number of directors be increased to seven and that section 6 of by-law 1 as amended by By-laws 37, 42, and 45 be replaced with the following:

"6. The business and affairs of the company shall be managed by a board of seven directors, and four directors or such less number as may constitute a majority of the board remaining in office shall be and form a quorum which shall be at all times competent and empowered to do all acts and exercise all functions, powers and authorities of the full Board notwithstanding any vacancies on the Board which may exist at any time."

Dated this 24th day of April, 1948.

[Seal]

(Signed) R. C. GAMBLE,
President.
A. W. BEAMENT,
Secretary-Treasurer.

24761-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 26 janvier 1949, les amendements apportés aux règlements généraux numéro 1, de la corporation "Les Etablissements Notre-Dame", par l'addition du règlement numéro 8, tels qu'adoptés à l'assemblée générale et spéciale tenue le 8 janvier 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q., 1941,

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on January 26, 1949, approved the amendments made to the general by-laws No. 1 of the corporation "Les Etablissements Notre-Dame", by the addition of by-law No. 8, as adopted at the general and special meeting held on the 8th of January, 1949, and such, in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941,

chapitre 276, telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 26 janvier 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24765-o JEAN BRUCHESI.

SENATOR ROUYN LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement 61

Changement de siège social

Qu'il soit décrété comme le règlement N° 61 de la compagnie "Senator-Rouyn Limited" que le siège social de la compagnie soit transporté de la cité de Hull, province de Québec, à la ville de Noranda, province de Québec.

Daté le 24 avril 1948.

[Sceau]

Le Président,
(Signé) R. C. GAMBLE;
Le Secrétaire-trésorier,
A. W. BEAMENT.

24762

chapter 276, as added by the Act 11, George VI chapter 65, section 12.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of January, 1949.

JEAN BRUCHESI,
24765 Under Secretary of the Province.

SENATOR-ROUYN LIMITED
(No Personal Liability)

By-law 61

Change of Head Office

Be it enacted as by-law No. 61 of "Senator-Rouyn Limited" that the Head Office of the company be changed from the city of Hull, in the Province of Quebec, to the Town of Noranda, in the Province of Quebec.

Dated this 24th day of April, 1948.

[Seal]

(Signed) R. C. GAMBLE,
President.
A. W. BEAMENT,
Secretary-Treasurer.

24762-o

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Finestone & Son Inc." s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 13 avril 1949.

Les Procureurs de la compagnie,
24712 LIVERMAN, LIVERMAN & BRISKIN.

AVIS DE REQUÊTE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Swank Art Dress Inc." ayant son bureau chef dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal ce 11ème jour d'avril 1949.

Les Procureurs de Pétitionnaire,
STEIN & STEIN.
1435 rue St-Alexandre, Ch. 1075,
Montréal, P. Q. 24713-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal

LA VOIX POPULAIRE, LIMITÉE

Avis public est par les présentes donné par "La Voix Populaire, Limitée", incorporée par lettres patentes, émises le 25 mars, 1946, ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, que ladite compagnie demandera au Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte à toutes fins que de droit.

Montréal, le 6 avril 1949.

LA VOIX POPULAIRE, LIMITÉE,
Par le Président, Le Secrétaire-trésorier,
(S) JEAN-J. MERCIER, (S) Dr J.-R. GROULX.
27722-o

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "Finestone & Son Inc." will make application to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, April 13th, 1949.

LIVERMAN, LIVERMAN & BRISKIN,
24712-o Attorneys for the Company.

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Swank Art Dress Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 11th day of April, 1949.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.
1435 St. Alexander street, Suite 1075,
Montreal, P.Q. 24713-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

LA VOIX POPULAIRE, LIMITÉE

Public notice is hereby given by "La Voix Populaire, Limitée", incorporated by letters patent, dated March 25th, 1946, having its principal place of business in the city and district of Montreal, that the said company will make an application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter.

Dated at Montreal, April 6th, 1949.

LA VOIX POPULAIRE, LIMITÉE,
per (S) JEAN-J. MERCIER, (S) Dr J.-R. GROULX,
President. Secretary-Treasurer.
24722-o

BOURLAMAQUE SERVICES LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Bourlamaque Services Limited" donne, par les présentes, avis public qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira au Lieutenant-gouverneur de fixer.

Daté ce 12 avril 1949.

24711

Le Secrétaire,
P. N. TAPLEY.

AVIS

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Broughton Textiles Ltd.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 14 avril 1949.

BROUGHTON TEXTILES LTD.,

Par le Président,

24725

(Signé) ANNA GREENBLATT.

LAKE GENEVA MINING COMPANY LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Lake Geneva Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle) donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte d'incorporation.

Daté à Toronto, le 14 avril 1949.

LAKE GENEVA MINING COMPANY LIMITED,

(Libre de responsabilité personnelle)

Par ses Procureurs,

MACDONALD & MACINTOSH.

357 rue Bay,

Toronto, Ontario.

24726

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "General Forwarders Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize avril 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 19 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Industries Etchemin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize avril 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 19 avril 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

24727-o

BOURLAMAQUE SERVICES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Bourlamaque Services Limited" hereby gives public notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter as and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated this 12th day of April, 1949.

24711-o

P. N. TAPLEY,
Secretary.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act Part I, the "Broughton Textiles Ltd." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 14th day of April, 1949.

BROUGHTON TEXTILES LTD.,

per (sgd) ANNA GREENBLATT,

President.

24725-o

LAKE GENEVA MINING COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

Pursuant to provisions of the Quebec Companies Act, "Lake Geneva Mining Company Limited" (No Personal Liability) hereby gives notice that it will apply to His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec for leave to surrender its charter of incorporation.

Dated at Toronto, this 14th day of April, 1949.

LAKE GENEVA MINING COMPANY LIMITED,

(No Personal Liability)

MACDONALD & MACINTOSH,

By its Solicitors.

357 Bay Street,

Toronto, Ontario.

24726-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "General Forwarders Limited", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of July, 1946.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of April, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 19th day of April, 1949.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Industries Etchemin Inc.", incorporated by letters patent dated the third day of July, 1946.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of April, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th of April, 1949.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

24727

ALTAN HOLDING, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Altan Holding, Limited", ayant, le treize avril 1949, discontinué toutes ses affaires, demandera sous bref délai aux autorités du Gouvernement de la Province de Québec, permission d'abandonner sa charte et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, 20 avril 1949.

L'Avocat de la Compagnie,
24741-o WALTER S. JOHNSON, C.R.

ALTAN HOLDING, LIMITED

Notice is hereby given that "Altan Holding, Limited", having on April 13, 1949, discontinued all business, will shortly apply to the Lieutenant-Governor and other authorities of the Province of Quebec for permission to surrender its charter and for the fixing of a date on and from which the company shall be deemed dissolved.

Montreal, April 20, 1949.

WALTER S. JOHNSON, K.C.
24741-o Attorney for the company.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Fluor Corporation, Ltd." a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. George Buchanan Foster, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans la province de Québec est établi à chambre 1709, 507 Place d'Armes, dans lesdits cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24748 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "The Fluor Corporation, Ltd." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. George Buchanan Foster, Advocate and King's Counsel, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Room 1709, 507 Place d'Armes, in the said City and judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 20th day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24748-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 49-Sp-III

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 6 avril 1949, tenue à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Joseph Hébert et Omer E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Vu les pouvoirs que lui confère l'article 13 de la Loi des produits laitiers de la province de Québec,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toutes les régions sujettes aux ordonnances de la Commission, telles que délimitées dans chacune desdites ordonnances.

2. Pour l'interprétation de la présente ordonnance, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 49-Sp-III

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, April 6th, 1949, held in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs Joseph Hébert, and Omer E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

In accordance with the powers granted to the Dairy Industry Commission by article 13 of the Quebec Dairy Products' Act,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order applies to all the regions subject to orders of the said Commission, as described in each of said orders.

2. For the interpretation of this order, unless the context conveys a different meaning:

1° Le mot "commission" signifie La Commission de l'industrie laitière de la province de Québec;

2° Le mot "distributeur" signifie toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui vend ou livre du lait, de la crème ou du beurre achetés d'un marchand de lait ou d'un autre distributeur pour les revendre dans l'état où elles les ont reçus;

3° Le mot "inspecteur" ou "surveillant" signifie toute personne nommée comme tel pour veiller à l'application de la Loi des produits laitiers;

4° Le mot "loi" signifie la Loi des produits laitiers;

5° Le mot "ordonnance" signifie tout règlement ou ordonnance de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec;

6° Le mot "pourvoyeur" signifie le marchand de lait qui approvisionne le distributeur de produits laitiers."

3. Nul ne peut agir comme distributeur sans avoir au préalable obtenu un permis de la Commission.

Le permis expire le dernier jour de mai suivant immédiatement la date de son émission, à moins qu'il n'ait été annulé avant terme, et est renouvelable le 1er juin suivant.

4. Le permis de distributeur est personnel et intransférable.

5. Le distributeur doit porter sur lui son permis et le montrer à tout inspecteur ou surveillant qui lui en fera la demande. De même, toute personne faisant la livraison de produits laitiers pour un distributeur doit porter sur elle une copie certifiée dudit permis et la montrer à tout inspecteur ou surveillant qui lui en fera la demande.

6. Quiconque demande un permis de distributeur est tenu de répondre aux questions qui lui sont posées ainsi qu'aux renseignements qui lui sont demandés concernant le commerce qu'il désire entreprendre; il doit signer une formule spécialement préparée à cet effet.

7. Tout distributeur doit déclarer le nom de son pourvoyeur et il ne peut changer de pourvoyeur sans le consentement de la Commission. De plus, le distributeur ne peut s'approvisionner chez un autre marchand de lait à moins d'un avis préalable de trente jours donné par écrit à son pourvoyeur.

8. Nul marchand de lait ne peut vendre ou livrer des produits laitiers au distributeur qui n'a pas de permis ou qui n'est pas autorisé par la Commission à s'approvisionner chez ledit marchand de lait.

9. La Commission peut en tout temps révoquer le permis pour toute infraction à la loi ou aux ordonnances.

10. Quiconque fait la distribution du lait ou de produits laitiers pour son compte ou pour le compte d'un distributeur de lait ou d'un marchand de lait, est tenu d'avoir avec lui un livre de route dans lequel doivent apparaître, chaque jour, le nom et l'adresse de chaque client, la liste des produits vendus ainsi que la quantité et le prix de chaque produit; il doit aussi indiquer si la vente a été faite au comptant ou à crédit.

11. Tout inspecteur ou tout surveillant a le droit, en tout temps et en tout lieu, de se faire montrer le livre de route, d'en prendre connaissance, d'en prendre des notes ou des copies, d'accompagner sur la route quiconque a la charge d'un véhicule ou fait la distribution du lait, et de prendre place dans cette voiture s'il le juge à propos.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 46-Sp-I, publiée dans la Gazette officielle de

1. The word "commission" means the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec;

2. The word "distributor" means any person, partnership, association, company or corporation selling or delivering milk, cream or butter bought from a milk dealer or from another distributor to resell them in the state in which they are received;

3. The word "inspector" or "supervisor" means any person so authorized to see to the carrying out of the Dairy Products Act;

4. The word "act" means the Dairy Products Act;

5. The word "order" means any regulation or order of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec;

6. The word "purveyor" means the milk dealer who provides the distributor with dairy products.

3. No person shall act as distributor without having previously obtained a permit from the Commission.

The permit shall expire on the last day of May immediately following its issue unless it shall have been canceled before the expiry of its term, and shall be renewable on the following June 1st.

4. The distributor's permit is personal and non transferable.

5. The distributor shall carry his permit and show it to any inspector or supervisor who so requests. In addition, any person delivering dairy products for a distributor shall carry a certified copy of the said permit, and show it to any inspector or supervisor who so requests.

6. Any person requesting a distributor's permit is obliged to answer the questions that will be asked and the information that will be requested concerning the business he wishes to enter into. He must also sign a form specially prepared to this effect.

7. Every distributor shall declare the name of his purveyor and he shall not change purveyor without the consent of the Commission. Moreover, the distributor shall not provide himself with dairy products at another milk dealer's unless a thirty-day written notice has previously been given to his authorized purveyor or unless a written agreement has been concluded between the authorized purveyor and said distributor.

8. No milk dealer shall sell or deliver dairy products to a distributor who has no permit or who is not authorized by the Commission to provide himself with dairy products at the said milk dealer's.

9. The Commission may at any time revoke this permit for any infraction to the law or orders.

10. Any person who makes the delivery of milk or of dairy products, for himself or a milk distributor or a milk dealer, must carry a delivery book in which he must daily enter the name and address of each client, the list of products sold as well as the quantity and the price of each product; he must also mention whether the sale was paid cash or credited.

11. Any inspector or any supervisor may, at any time and place, request that he be shown the delivery book; he may take cognizance of it, may take note or make copies of it, and may accompany on his milk route any person driving a vehicle or making the delivery of milk, and may take place in this vehicle if he deems it necessary.

The present order cancels Order No. 46-Sp-I published in the Quebec Official Gazette dated

Québec, du 3 août 1946, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,

OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission,
de l'Industrie Laitière.

24728-o

August 3rd, 1946, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,

JOSEPH HÉBERT,

OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

24728-o

Département du Bien-être social et de la jeunesse

AVIS

Avis est par les présentes donné que le permis d'enseignement accordé en vertu des dispositions de la Loi des écoles professionnelles, par l'honorable ministre du bien-être social et de la jeunesse, le ou vers le 1er mai 1947, à l'École de coiffure Perfection, 4053 rue St-Denis, Montréal, a été révoqué le 11 avril 1949.

Le Sous-ministre du bien-être social
et de la jeunesse,

24749-o GUSTAVE POISSON, C.R.

Department of Social Welfare and of Youth

NOTICE

Notice is hereby given that the teaching permit granted under the provisions of the Trade-Schools Act, by the Honourable the Minister of Social Welfare and Youth, on or about the 1st of May, 1947, to "l'École de coiffure Perfection", 4053 St. Denis street, Montreal, was repealed on the 11th of April, 1949.

GUSTAVE POISSON, K.C.,
Deputy Minister of Social Welfare
and Youth.

24749

Département de l'Instruction publique

N° 348-49

Québec, le 8 avril 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-l'Étang, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, le territoire ci-dessous décrit pour l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Cap-aux-Meules", même comté.

Son territoire situé dans l'Île de Grindstone, ou Cap-aux-Meules, comprendra, en référence au cadastre amendé en cours de préparation pour ladite Île de Grindstone ou Cap-aux-Meules, tous les lots ou parties de lots renfermés dans les limites suivantes, savoir:

Partant d'un point sur la rive de la baie de Plaisance, faisant le coin nord-est du lot 316, de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: une ligne brisée limitant vers le nord les lots 316, 315 et 314 le côté ouest d'un chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 313, ledit prolongement et ladite ligne nord du lot 313, la ligne séparative des lots 312 et 313 prolongés à travers un chemin, le côté sud-est dudit chemin limitant vers le nord-ouest des lots 86, 87 et 88, la ligne nord du lot 89, une ligne joignant le sommet de l'angle le plus au nord-ouest du lot 89 à un point de la ligne sud-ouest du lot 97 à une distance de 4.60 chaînes du coin nord-ouest dudit lot 97, ladite ligne sud-ouest du lot 97 jusqu'au dit coin nord-ouest dudit lot, une ligne irrégulière limitant vers le nord le lot 98-A, la ligne ouest des lots 98-A et 98, une ligne irrégulière limitant au nord le lot 100, la ligne sud-ouest du lot 100, une ligne perpendiculaire à ladite ligne sud-ouest du lot 100, partant de l'extrémité sud-est de ladite ligne, traversant un chemin et continuant dans le lot 104 sur une distance de 5.40 chaînes, une ligne dans le lot 104 allant vers le sud-est sur une distance approximative de 10.0 chaînes jusqu'à un point situé à une distance perpendiculaire de 4.60

Department of Education

No. 348-49.

Quebec, April 8, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-l'Étang, in the county of the Magdalen Islands, the territory hereinbelow described, so as to erect it into a separate school municipality, under the name of "Cap-aux-Meules", same county.

Its territory situate in Grindstone Island, or Cap-aux-Meules, will comprise, with reference to the amended cadastre now being prepared for the said Grindstone Island or Cap-aux-Meules, all the lots or parts of lots enclosed within the following limits, to wit:

Starting from a point on the shore of Plaisance Bay, forming the northeast corner of lot 316, thence, passing by the following lines and demarcations successively: a broken line bounding on the north lots 316, 315 and 314, the west side of a road up to the prolongation of the north line of lot 313, the said prolongation and the said north line of lot 313, the division line of lots 312 and 313 extended across a road, the southeast side of the said road, bounding on the northwest lots 86, 87 and 88, the north line of lot 89, a line joining the summit of the farthest northwest corner of lot 89 to a point on the southwest line of lot 97 at a distance of 4.60 chains from the northwest corner of said lot 97, the said southwest line of lot 97 up to the said northwest corner of said lot, an irregular line bounding on the north lot 98-A, the west line of lots 98-A and 98, an irregular line bounding on the north lot 100, the southwest line of lot 100, a line perpendicular to the said southwest line of lot 100, starting from the southeast extremity of said line, crossing a road and continuing into lot 104 for a distance of 5.40 chains, a line in lot 104 running southeastward an approximate distance of 4.60 chains southwest of the northeast line of lot 104, a line parallel to the said northeast line of lot 104, extended across

chaines au sud-ouest de la ligne nord-est du lot 104, une ligne parallèle à ladite ligne nord-est du lot 104, prolongée à travers le chemin séparant les lots 104 et 76, une ligne dans le lot 76 jusqu'à un point de la ligne sud dudit lot à une distance de 19.50 chaines de son coin sud-est, une ligne dans le lot 75-7 jusqu'à son point d'intersection avec l'axe d'un ruisseau, ledit axe du ruisseau jusqu'à la rive de la baie de Plaisance et enfin cette dite rive en la suivant vers le nord-est jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24698-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 745-41.

Québec, le 19 avril 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Marcel, dans le comté de Montcalm, les lots 6 à 13 inclusivement des rangs V et VI du canton de Pérodeau, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24751-16-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1086-48.

Québec, le 19 avril 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pascal, dans le comté de Kamouraska, les lots 425 et 426 du rang IV de la municipalité scolaire de Saint-Pascal, appartenant à Monsieur Josaphat Lajoie, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Hélène dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24752-16-2-o O. J. DESAULNIERS.

the road separating lots 104 and 76, a line in lot 76 as far as a point on the south line of said lot at a distance of 19.50 chains from its southeast corner, a line in lot 75-7 up to its point of intersection with the axis of a stream, the said axis of the stream as far as the shore of Plaisance Bay and finally the said shore following it northeastward to the starting point.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
24698-15-2

No. 745-41.

Quebec, April 19, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of Saint-Marcel, in the county of Montcalm, lots 6 to 13 inclusively of ranges V and VI of the township Pérodeau, which are not yet organized as to schools.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
24751-16-2

No. 1086-48.

Quebec, April 19, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pascal, in the county of Kamouraska, lots 425 and 426 of range IV of the school municipality of Saint-Pascal, belonging to Mr. Josaphat Lajoie, and to annex them to the school municipality of Sainte-Hélène, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
24752-16-2

Chasse et Pêches

Game and Fisheries

Un bassin d'élevage pour le poisson ayant été construit sur le 70, rang I et lot 70 rang II, sud-ouest, du canton de Whitton, en vue du repeuplement du lac Mégantic, il est strictement défendu de pêcher dans ce bassin, conformément à l'autorité que me confère l'article 31 du chapitre 154 des Statuts refondus de la Province, et toute offense sera sujette à l'amende prévue dans le même article.

Québec, le 13 avril 1949.
Le Ministre de la Chasse et des Pêcheries,
24730-o CAMILLE-EUG. POULIOT.

Due to a fish-hatchery having been built on lot 70, range I and lot 70 range II, southwest, of the township of Whitton, for the restocking of Lake Megantic, it is strictly prohibited to fish in this pool, under the authority conferred upon me by section 31 of chapter 154 of the Revised Statutes of the Province, and any contravention will be subject to the fine provided for in the same section.

Quebec April 13, 1949.
CAMILLE EUG. POULIOT,
24730 Minister of Game and Fisheries.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières. Division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Official cadastre of the city of Three Rivers. Registration Division of Three-Rivers.

Avis est par la présente donné que les lots 1125-168 à 1125-174 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 1125-168 to 1125-174 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 4 avril 1949.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
24732-o Sous-Ministre.

Quebec, April the 4th, 1949.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
24732-o Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'un nouveau règlement du Comité conjoint du Commerce d'Horlogerie et de Bijouterie des Cantons de l'Est a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 384 du 14 avril 1949 (section "C"), à l'effet d'amender le règlement spécial dudit comité relatif au certificat de qualification, déjà approuvé par l'arrêté en conseil numéro 275 du 4 mars 1948 (section "C").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes dudit règlement amendé de ce comité ont été déclarées obligatoires:

"Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 163 du 12 février 1948 et ses amendements, pour tous les salariés assujettis audit décret, sauf ceux qui sont exemptés par l'article 36 de ladite loi."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1949.

24735-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a new by-law of the Horology and Jewellery Trades Joint Committee of Eastern Townships has been approved by Order in Council number 384 of April 14, 1949 (part "C"), for the purpose of amending the special by-law of the said committee concerning the certificate of competency, already approved by Order in Council number 275 of March 4, 1948 (part "C").

Pursuant to the Act, the following provisions of the said by-law, as amended, of this Committee have been rendered obligatory:

"Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency in the entire territorial jurisdiction of the decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, for all employees governed by the said decree, excepting those exempted by section 36 of the said Act."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 23, 1949.

24735-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1134 du 1er septembre 1948 et amendements, relatif aux employés de garages dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus.

Les alinéas "2" et "3" de l'article XVII, concernant les taux minima de salaires des hommes de service de jour des débits d'essence et des stations, seront abrogés et remplacés par le suivant:

"2. Les heures de travail effectuées entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. seront payées au taux de salaire régulier majoré de 50%."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1949.

24759-o

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1134 of September 1, 1948, and amendments, relating to the garage employees in the Montreal and Jesus Islands.

Paragraphs 2 and 3 of section XVII, concerning the minimum wage rates of day servicemen in gasoline and service stations will be deleted and replaced by the following:

"2. The hours worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be paid the regular rate increased by 50%."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 23, 1949.

24759-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 384 du 14 avril 1949, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree No. 3723 of October 6, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 384 of April 14, 1949, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said

et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1949 au 30 avril 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.
- Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.
- Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations payables par chèque, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 30 avril 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
FOURRURE, SECTION DU GROS,
DE MONTRÉAL
1010 est rue Ste-Catherine, suite 401-402

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mai 1949 et le 30 avril 1950.

Recettes:	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$15,000.00
Artisans.....	2,000.00
Salariés.....	15,000.00
	\$32,000.00

Déboursés:	
Assurances, feu, vol, garantie, etc...	\$ 110.00
Assurance-chômage.....	80.00
Dépenses générales.....	3,000.00

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1949, to April 30, 1950; it is laid in the following manner:

- The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.
- The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage set for the journeyman receiving the lowest pay.
- The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filed in and sent to the Parity Committee every month.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments to be paid with cheques, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, for the period between May 1st 1949 and April 30, 1950.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE
WHOLESALE
SECTION OF MONTREAL
1010 St. Catherine E., Montreal.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1949, and April 30th 1950.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$15,000.00
Artisans.....	2,000.00
Employees.....	15,000.00
	\$32,000.00

Disbursements:	
Insurance, fire, theft, guarantee, etc.	110.00
Unemployment insurance.....	80.00
General expenses.....	3,000.00

Direction, personnel (bureau)	3,800.00	Administration and office staff.	3,800.00
Eclairage.	44.00	Lighting.	44.00
Frais légaux.	3,400.00	Legal expenses.	3,400.00
Frais de déplacements, voyages.	816.00	Travelling expenses, trips.	810.00
Imprévus.	2,000.00	Unforeseen expenses.	2,000.00
Inspecteurs (salaires).	5,400.00	Inspectors (salaries).	5,400.00
Jetons de présence (frais de déplacements des délégués).	3,650.00	Meeting expenses and travelling expenses of the members.	3,650.00
Loyer et téléphone.	1,500.00	Rent and telephone.	1,500.00
Organisation, publicité.	1,500.00	Organization and publicity.	1,500.00
Papeteries, impressions.	1,500.00	Stationery and printing.	1,500.00
Secrétaire.	3,800.00	Secretary.	3,800.00
Taxe d'eau (cité de Montréal).	100.00	Water tax (City of Montreal).	100.00
Timbres, télégrammes, mandats.	700.00	Stamps, telegrams, money-orders.	700.00
Vérification.	600.00	Audition.	600.00
	\$32,000.00		\$32,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1949. 24736-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 23, 1949. 24736-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 384 du 14 avril 1949, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 27 avril 1949 au 27 avril 1950; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après indiquées:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération qu'ils paient à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire la perception du prélèvement imposé aux salariés assujettis au décret à même la rémunération qu'ils paient à ceux-ci et faire la remise des cotisations perçues et de leur propre prélèvement, mensuellement, au siège social du Comité paritaire, avec un rapport préparé sur une formule spéciale fournie par le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 27 avril 1949 et le 27 avril 1950.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Trades, district of Three Rivers, formed under decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 384, of April 14, 1949, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 27, 1949, to April 27, 1950, and is laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

The professional employers shall collect the assessments of the employees governed by the decree from the wages paid to them, and remit same, together with their own assessments, every month, to the office of the Parity Committee, with a report made on a special form supplied by the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Building Trades, district of Three Rivers for the period between April 27, 1949 and April 27, 1950.

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 27 avril 1949 et le 27 avril 1950.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 27, 1949, and April 27, 1950.

Recettes:

Cotisation (½ de 1%):

Employeurs professionnels \$11,000.00
Salariés 11,000.00

\$22,000.00

Dépenses:

Salaires des employés \$12,000.00
Frais de déplacement, inspecteurs ... 1,800.00
Loyer et éclairage 600.00
Frais judiciaires et professionnels ... 300.00
Impression, papeterie et publicité ... 300.00
Poste, téléphone et télégrammes ... 200.00
Frais des délégués et jetons de présence 6,500.00
Assurance et cautionnement 300.00

\$22,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1949. 24758-o

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers \$11,000.00
Employees 11,000.00

\$22,000.00

Expenses:

Salaries of employees \$12,000.00
Travelling expenses, inspectors 1,800.00
Rent and lighting 600.00
Judicial and professional fees 300.00
Printing, stationery and publicity ... 300.00
Postage, telephone and telegrams ... 200.00
Expenses of delegates and Meeting expenses 6,500.00
Insurance and surety-bond 300.00

\$22,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 23, 1949. 24758-o

Voirie

Road

AVIS

NOTICE

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 1 — Montréal-Sherbrooke-Thetford-Mines-Québec.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis:

Une section de 328 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 175; une section de 171 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 194.

Québec, le 8 avril 1949.

24714-o Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

The parts of roads herein after designated shall cease, in future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic:

Highway No. 1 — Montreal-Sherbrooke-Thetford Mines-Quebec.

In the municipality of the parish of Saint-Etienne de Lauzon, county of Levis:

A section of 328 feet, northwest of the new highway, on or facing lot No. 175; a section of 171 feet, northwest of the new highway, on or facing lot No. 194.

Quebec, April 8, 1949.

24714 ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Arcand, Jérôme.	24	Ste-Marthe-du-Cap.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Beauchemin, Léopold.	28	Sherbrooke.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Beaudet, Jacques-H.	26	Thetford-Mine.	Macdonald College.
Blais, Roger.	27	St-Paul de Montmagny.	Institut Agricole d'Oka.
Charette, Fernand.	26	Pointe Gatineau.	Macdonald College.
Cloutier, André.	23	Québec.	Institut Agricole d'Oka.
Comtois, Pierre.	23	Pierreville.	Institut Agricole d'Oka.
Couture, Ulric.	24	Charny.	Institut Agricole d'Oka.
Desjardins, Jean.	21	Outremont.	Institut Agricole d'Oka.
Deslandes, Christian.	27	St-Valérien.	Institut Agricole d'Oka.
Emard, Léo-Octave.	24	Verdun.	Institut Agricole d'Oka.
Gagnon, Roger.	25	St-Justin.	Institut Agricole d'Oka.

Guay, Benoît.	26	St-Joseph de Lévis.	Institut Agricole d'Oka.
Hardy, Luc.	25	St-Casimir.	Institut Agricole d'Oka.
Harvey, Hercule.	30	St-Félicien.	Institut Agricole d'Oka.
Hayes, Claude.	24	Ste-Marthe.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Labelle, Paul-Henri.	29	Beauportville.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lafortune, Léo.	25	Vaughan.	Institut Agricole d'Oka.
Leclerc, Jean.	26	Roxton Falls.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lemay, Jean-Paul.	25	St-Hyacinthe.	Institut Agricole d'Oka.
Levac, Clément.	26	Lachine.	Institut Agricole d'Oka.
Martin, Gérard.	26	St-Bernard.	Institut Agricole d'Oka.
Mercier, Maurice, c.s.v.	24	Joliette.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Morissette, Yvon.	27	Ottawa.	Institut Agricole d'Oka.
Paquin, Roger.	27	St-André de Kamouraska.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Poirier, Rolland.	31	Oka.	Institut Agricole d'Oka.
Reid, René.	24	Oka.	Institut Agricole d'Oka.
Rivard, Irénée.	24	St-Sylvestre.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Rochon, Gilles.	26	St-Roch de l'Achigan.	Institut Agricole d'Oka.
Tittley, Antoine.	40	Oka.	Institut Agricole d'Oka.
Tremblay, Gérard.	28	Mistassini.	Institut Agricole d'Oka.
Tremblay, Jacques-L.	22	Iberville.	Institut Agricole d'Oka.

Montréal, le 1er avril 1949. — Montreal, April 1, 1949.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
RENÉ MONETTE.

24685-15-2-o

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Lettres patentes

Letters Patent

AVIS DE LA CORRECTION DE
L'ETRES PATENTESNOTICE OF CORRECTION OF
LETTERS PATENT

Re: Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix

Re: Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes de la corporation "Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix", émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi le 5 février 1949, dont avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mars 1949, tome 81, no 9, page 677, en y remplaçant la clause se rapportant aux biens immobiliers que la corporation peut posséder par la clause suivante: "Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$490,000.00.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of the corporation "Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix", issued under the provisions of Part III of the said Act, on the 5th of February, 1949, notice whereof was published in the *Quebec Official Gazette*, number of March 5, 1949, volume 81, No. 9, page 677, by replacing the clause respecting the immovable property which the corporation may hold, by the following clause: "The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$490,000.00.

Daté du bureau du Procureur général, ce 20 avril 1949.

Dated at the office of the Attorney General, April 20, 1949.

L'Assistant-procureur général,
24750-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
24750 Deputy Attorney General.

Sièges sociaux

Head Offices

CARDINAL EXPRESS LTD.
CARDINAL TRANSPORT LTÉECARDINAL EXPRESS LTD.
CARDINAL TRANSPORT LTÉE

Extrait des minutes d'une assemblée des actionnaires de "Cardinal Express Ltd." — "Cardinal Transport Ltée", tenue le 30 mars 1949.

Excerpt from the minutes of a meeting of the shareholders of "Cardinal Express Ltd." — "Cardinal Transport Ltée", held on the 30th of March, 1949.

"Il est résolu à l'unanimité que le bureau chef de la compagnie soit établi au numéro 1670 de la rue Parthenais dans les cité et district de Montréal et non plus au numéro 99 de l'avenue Pointe Claire, Ville de Pointe Claire, district de Montréal."

"It is unanimously resolved that the head office of the company be established at number 1670 Parthenais Street, in the city and district of Montreal, and no longer at number 99 Pointe Claire Avenue, town of Pointe Claire, district of Montreal."

Certifiée vraie copie.

Certified true copy.

Le Secrétaire,
24715-o JEAN-PAUL CARDINAL.

JEAN-PAUL CARDINAL,
24715 Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Quincaillerie Trudeau Limitée" — "Trudeau Hardware Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 16ème jour de février 1949, et ayant son principal bureau dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au N° 6541 Boulevard Saint-Laurent, à Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31ème jour de mars 1949.

[Sceau]

QUINCAILLERIE TRUDEAU LIMITÉE,
TRUDEAU HARDWARE LIMITED,

Le Président,

24716-o

PIERRE C. TRUDEAU.

Canada, Province de Québec, District de Québec

L'EQUIPEMENT MODERNE, INC.

Avis est donné que la compagnie "L'Équipement Moderne, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en date du 3 janvier 1945, et ayant son principal bureau dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 77 Boulevard Charest, l'a transporté au N° 82 Boulevard Charest, cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce neuvième jour d'avril 1949.

[Sceau]

Le Président,

24724-o

PAUL RACINE.

GAUTHIER AUTOMOBILE LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Gauthier Automobile Ltée", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 21 mars 1949, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 1295, rue Bellechasse, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4 avril 1949.

Le Secrétaire,

24729-o

PAULINE CABANA.

SENATOR ROUYN LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis de changement de siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Senator-Rouyn Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le six mars 1937, et ayant autrefois son siège social en les cité et district de Hull, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a transporté à la ville de Noranda, dans le district de Rouyn-Noranda.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hull, P.Q., le 7 avril 1949.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,

24763

A. W. BEAMENT.

Notice is hereby given that "Quincaillerie Trudeau Limitée" — "Trudeau Hardware Limited", incorporated by Letters Patents issued under Part I of the Quebec Companies Act, on the sixteenth day of February 1949, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 6541 St. Lawrence Blvd., Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 31st day of March 1949.

[Seal]

QUINCAILLERIE TRUDEAU LIMITÉE,
TRUDEAU HARDWARE LIMITED,

PIERRE C. TRUDEAU,

President.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

L'EQUIPEMENT MODERNE, INC.

Notice is given that the company "L'Équipement Moderne, Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date of January 3rd, 1945, and having its head office in the city of Quebec, where, up to now, its office was situate at No. 77 Charest Boulevard, has moved the same to No. 82 Charest Boulevard, city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this ninth day of April, 1949.

[Seal]

PAUL RACINE,

President.

GAUTHIER AUTOMOBILE LTÉE

Notice is hereby given that "Gauthier Automobile Ltée", company incorporated by letters patent, on the 21st of March 1949, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1295 Bellechasse Street, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, April 4th, 1949.

PAULINE CABANA,

Secretary.

SENATOR-ROUYN LIMITED
(No Personal Liability)

Notice of change of Head Office

Notice is hereby given that "Senator-Rouyn Limited" (No Personal Liability) incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on the sixth day of March 1937, and heretofore having its Head Office at the City and in the District of Hull, where its office was situated up to today, has moved it to the Town of Noranda in the District of Rouyn-Noranda.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Hull, P.Q., this 7th day of April, 1949.

[Seal]

A. W. BEAMENT,

Secretary-Treasurer.

24763-o

Soumissions

Province de Québec

VILLE D'AMOS

COMTÉ D'ABITIBI

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et marquées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le neuvième jour du mois de mai 1949 pour l'achat de \$223,000.00 d'obligations de la Ville d'Amos, comté d'Abitibi, datées du 1er mai 1949 et remboursables en séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payables semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement — 15 ans — \$223,000.00

Règlements d'emprunt Nos. 212-A et 212-B

Année	Capital
1950	\$3,500.00
1951	3,500.00
1952	3,500.00
1953	4,500.00
1954	4,500.00
1955	5,000.00
1956	5,500.00
1957	5,500.00
1958	6,000.00
1959	6,500.00
1960	6,500.00
1961	6,500.00
1962	7,000.00
1963	7,500.00
1964	147,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Amos.

Ces obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue lundi le neuvième jour du mois de mai 1949, à huit heures du soir, à l'Hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Amos ce dix-neuvième jour du mois d'avril, 1949.

24754-o Le Secrétaire-trésorier,
LIONEL PARENT.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF AMOS

COUNTY OF ABITIBI

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds, will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, on the ninth day of the month of May, 1949, for the purchase of \$223,000 of bonds of the town of Amos, county of Abitibi, dated the 1st of May, 1949, and redeemable serially from the 1st of May, 1950, to the 1st of May, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½%, payable semi-annually, on the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption — 15 years — \$223,000.00

Loan By-laws Nos. 212-A and 212-B

Year	Capital
1950	\$3,500.00
1951	3,500.00
1952	3,500.00
1953	4,500.00
1954	4,500.00
1955	5,000.00
1956	5,500.00
1957	5,500.00
1958	6,000.00
1959	6,500.00
1960	6,500.00
1961	6,500.00
1962	7,000.00
1963	7,500.00
1964	147,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Amos.

These bonds may, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council to be held on Monday the ninth day of the month of May, 1949, at eight o'clock in the evening, at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Amos, this nineteenth day of the month of April, 1949.

24754 LIONEL PARENT,
Secretary Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE L'ABORD-A-PLOUFFE
(Comté de Laval)

SCHOOL MUNICIPALITY OF L'ABORD-A-PLOUFFE
(County of Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le 8 mai 1949, à 90 Boulevard Labelle, Ville de L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, pour l'achat de \$400,000 d'obligations de la municipalité scolaire de L'Abord-à-Plouffe, datées du 1er mars 1949 et remboursables en séries du 1er mars 1950 au 1er mars 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday, the 9th day of May, 1949, at 90 Boulevard Labelle, Town of L'Abord-à-Plouffe, county of Laval, for the purchase of \$400,000 of bonds of the school municipality of L'Abord-à-Plouffe, dated the 1st of March, 1949, and redeemable serially from the 1st of March, 1950, to the 1st of March 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$400,000—15 ans
Année Capital

1er mars 1950.	x\$36,000.00
1er mars 1951.	x 36,000.00
1er mars 1952.	x 36,000.00
1er mars 1953.	x 36,000.00
1er mars 1954.	x 36,000.00
1er mars 1955.	x 36,500.00
1er mars 1956.	x 36,500.00
1er mars 1957.	x 36,500.00
1er mars 1958.	x 36,500.00
1er mars 1959.	x 36,500.00
1er mars 1960.	2,000.00
1er mars 1961.	2,000.00
1er mars 1962.	2,000.00
1er mars 1963.	2,000.00
1er mars 1964.	29,500.00

Table of redemption—\$400,000—15 years
Year Capital

1st March 1950.	x\$36,000.00
1st March 1951.	x 36,000.00
1st March 1952.	x 36,000.00
1st March 1953.	x 36,000.00
1st March 1954.	x 36,000.00
1st March 1955.	x 36,500.00
1st March 1956.	x 36,500.00
1st March 1957.	x 36,500.00
1st March 1958.	x 36,500.00
1st March 1959.	x 36,500.00
1st March 1960.	2,000.00
1st March 1961.	2,000.00
1st March 1962.	2,000.00
1st March 1963.	2,000.00
1st March 1964.	29,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$350,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$35,000 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$350,000 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$35,000 each, will be received and applied to the use of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or at Quebec.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, au pair, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de L'Abord-à-Plouffe qui sera tenue lundi le 9 mai 1949, à huit heures de l'après-midi, en la salle de l'école de L'Abord-à-Plouffe.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the School Municipality of L'Abord-à-Plouffe, to be held on Monday the 9th day of May, 1949, at eight o'clock in the evening, in the school hall of L'Abord-à-Plouffe.

Les commissaires d'écoles de L'Abord-à-Plouffe se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners of L'Abord-à-Plouffe do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, ce 13ème jour d'avril 1949.

L'Abord-à-Plouffe, county of Laval, this 13th day of April, 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ADALBERT LAVOIE.

ADALBERT LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

Ventes par licitations

Sales by Licitations

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Canada, province de Québec, district de Québec

Canada, province of Quebec, district of Quebec

Cour supérieure

Superior Court

Avis est donné en vertu du jugement de la cour Supérieure siégeant à Québec dans le district de Québec le 25ème jour de mars 1949 dans une cause dans laquelle Dame Diana Marceau, épouse commune en biens d'Adélaïde Giguère est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir:

1° "Un immeuble situé en la ville de Québec-Ouest, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trente-deux du lot originaire deux mille quatre cent vingt-huit (2428-32) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, cité de Québec, avec maison dessus construite, circonstance et dépendence, la maison y érigée portent le numéro municipal, 365 de l'Avenue Bernatchez, Québec-Ouest."

2° "Un autre immeuble étant un terrain vacant connu et désigné comme étant la subdivision numéro trente et un du lot originaire deux mille quatre cent vingt-huit (2428-31) du susdit cadastre de St-Sauveur cité de Québec."

3° "Un autre immeuble étant un terrain vacant connu et désigné comme étant la subdivision numéro trente-trois du lot originaire deux mille quatre cent vingt-huit (2428-33) du susdit cadastre de St-Sauveur, cité de Québec."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 19ème jour de MAI 1949 à 11 heures de l'avant-midi, heure avancée au bureau du protonotaire, Palais de Justice, Québec.

Sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, ce 13 avril 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,

MARK DROUIN, ROSS DROUIN & LEBEL.

24706-15-2-o

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Quebec, district of Quebec, on the 25th day of March, 1949, in a case wherein Dame Diana Marceau, wife common as to property of Adélaïde Giguère es plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

1. "An immovable situate in the town of Quebec-West, known and designated as being subdivision number thirty-two of original lot two thousand four hundred and twenty-eight (2428-32) on the official cadastre for the parish of St-Sauveur, city of Quebec — with the house thereon erected, circumstances and dependencies, the house thereon erected bearing municipal number 365 Bernatchez Avenue, Quebec-West."

2. "Another immovable being a vacant lot of land known and designated as being subdivision number thirty-one of original lot number two thousand four hundred and twenty-eight (2428-31) of the aforesaid cadastre for St-Sauveur, city of Quebec."

3. "Another immovable being a vacant lot of land known and designated as being subdivision number thirty-three of original lot number two thousand four hundred and twenty-eight (2428-33) of the aforesaid cadastre for St-Sauveur, city of Quebec."

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 19th day of MAY, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), at the office of the Prothonotary, in the Court House, Quebec.

Subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delay hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Québec, April 13, 1949.

MARK DROUIN, ROSS DROUIN & LEBEL,
24706-15-2 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 5 avril 1949, dans une cause dans laquelle Anne-Marie Martel, de Loretteville, épouse séparée de biens de Arthur Rochette, cultivateur, également de Loretteville, et ce dernier pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, est demanderesse, et Gérard Martel, cultivateur, Loretteville, comté de Québec, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 5th of April, 1949, in a case wherein Anne-Marie Martel, of Loretteville, wife separate as to property of Arthur Rochette, farmer, also of Loretteville, and the latter to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, is plaintiff; and Gérard Martel, farmer, of Loretteville, county of Quebec, is defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

a) une terre située en la paroisse de Saint-Ambroise, formant le lot connu et désigné sous le numéro (997) neuf cent quatre-vingt-dix-sept sur le plan et dans le livre de renvoi du Cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, mesurant deux arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, sauf à distraire la partie vendue à sieur J. Dollard Fortin par acte de vente passé devant Ad. L'Heureux, notaire, le 21 décembre 1945;

b) une terre en bois debout située en la paroisse de St-Gabriel-de-Valcartier, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (ptie 302) trois cent deux sur le plan et dans le livre de renvoi du Cadastre pour la paroisse de St-Gabriel de Valcartier, mesurant un demi-arpent de largeur sur trente arpents de profondeur, joignant au Nord terre de Alfred Martel et au Sud la terre de Maurice Parent;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 30ième jour de MAI 1949, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, ce 6 avril 1949.

Les Avocats de la demanderesse,
24653-14-2 CHALOUlt & MERCIER.

a) A farm situate in the parish of Saint-Ambroise, forming the lot known and designated under number nine hundred and ninety-seven (997), on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Ambroise, measuring two arpents in width by twenty arpents in depth — with the house and other buildings thereon erected, save and to be deducted the part sold to Mr. J. Dollard Fortin, by deed of sale passed before Ad. L'Heureux, notary, on the 21st of December, 1945;

b) A lot of land of standing timber situate in the parish of St-Gabriel-de-Valcartier, forming part of the lot known and designated under number three hundred and two (Pt. 302) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Gabriel de Valcartier, measuring one half arpent in width by thirty arpents in depth, adjoining on the north the land of Alfred Martel and on the south the land of Maurice Parent;

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of MAY, 1949, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, April 6, 1949.

CHALOUlt & MERCIER,
24653-14-2 Advocates for plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis public est par le présent donné par Édouard Houde, sec. trés. que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village de Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le 8 JUIN 1949, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Sale for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Public Notice is hereby given by Édouard Houde, sec. treas. that the undermentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY, the 8th of JUNE 1949, at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipalités Municipalities	Cantons Townships	Appartenant à Owned by	Rangs Ranges	Lots	Eten. Surf.	Taxes
St-Jean Brébeuf . . .	Irlande Nord	Roger Boissonneault . .	—	687	100	\$35.22
St-Jean Brébeuf . . .	St-Ferd. Halifax	Joseph Landry	11	719	151	67.62
St-Jean Brébeuf . . .	Irlande	Robert McKee	12	1/2 N. 0.656		25.71
S. Cœur de Marie . .	Thetford	Alfred Drouin	8	P-17-A		12.79

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE INVERNESS

Un morceau de terrain situé au village de Inverness de 24 pds de front par 83 pds de profondeur, connu au cadastre officiel du canton d'Inverness comme partie du N° 404, borné à un

MUNICIPALITY OF INVERNESS VILLAGE

A piece of land situate at the village of Inverness, measuring 24 ft in width by 83 ft in depth, known on the official cadastre of the Township of Inverness, as forming part of the lot No. 404,

bout au S.O. par le lot 390 à l'autre bout au N.E. par une partie du même lot appartenant à Mme Aimé Simonneau, d'un autre côté au N.O. par une autre partie du même lot appartenant à Mme Aimé Simonneau et sur l'autre côté au S.E. par une autre partie du même lot appartenant à la succession Eugène Mosher et acheté de Alfred Côté par le contrat 59,658 connu comme appartenant à feu Eugène Mosher. Taxes dues: \$3.50.

MUNICIPALITÉ DE ST-PIERRE BAPTISTE

Un morceau de terrain formant partie du lot N° 24 du canton d'Inverness, contenant un acre de terre, plus ou moins, borné en front par le chemin Gosford, en arrière par un ruisseau traversant le dit lot N° 24 sur un côté par la ligne de division entre les lots N° 24 et 27, et sur l'autre côté par le reste du dit lot N° 24. Ce morceau de terre a un front d'un acre et 13 pds sur le chemin Gosford et doit s'étendre jusqu'au bord du dit ruisseau en profondeur pour contenir un acre, connu comme appartenant à feu Robert Kean. Taxes dues: \$5.00.

MUNICIPALITÉ DE ST-JACQUES DE LEEDS

Le lot 8-L du 9e rang du canton de Leeds et la partie S.E. de la $\frac{1}{2}$ S.E. de la $\frac{1}{2}$ N.O. du lot 8-K du même rang formant en tout un emplacement de 50pds de largeur sur 90pds de profondeur, plus ou moins, et compris dans les bornes suivantes, au front au chemin public, d'un côté et en arrière à Narcisse Gagné et de l'autre à Stanislas Bolduc avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous réserve en faveur du vendeur Augustin Vachon Nadeau de la source mentionnée sur le contrat N° 13,981, connu comme appartenant à Wilfrid Nadeau. Taxes dues: \$26.65.

Une terre étant connue pour le lot 3A du 9e rang du canton de Leeds avec bâtisses circonstances et dépendances et un autre morceau de terre étant le lot N° 2-B du 8e rang du canton de Leeds de 12 acres de superficie plus ou moins, connu comme appartenant à Gérard Dubois. Taxes dues: \$77.53.

Une terre de 200 acres, plus ou moins, étant le lot 2 du canton de Leeds avec bâtisses, circonstances et dépendances. Connue comme appartenant à J. A. Thompson. Taxes dues: \$21.60.

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-ANT. PONTBRIAND

Une partie du lot 12A du 3e rang du canton de Thetford d'une contenance de 6 acres plus ou moins, bornée au S.E. à Ludger Bolduc, au S.O. à Raymond Poirier au N.O. et au N.E. au résidu dudit lot 12A appartenant à Jos Paradis, connu comme appartenant à L. C. Pharo Co Ltd. Taxes dues: \$7.26.

Plessisville 16 avril 1949.

24738-16-2-o Le Secrétaire-trésorier,
EDOUARD HOUDE.

bounded at one end to the S.W. by the lot No. 390, at the other end to the N.W. by a part of the same lot belonging to Mrs Aimé Simonneau, on one side to the N.E. by an other part of the same lot belonging to Mrs Aimé Simonneau and on the other side to the S.E. by an other part of the same lot belonging to the Estate of the late Eugene Mosher and purchased from Alfred Côté by deed No. 59,658. owned by late Eugene Mosher. Amount due: \$3.50.

MUNICIPALITY OF ST-PIERRE BAPTISTE

A piece of land forming part of the lot No. 24, of the township of Inverness containing one acre of land in superficies, more or less, bounded in front by the Gosford Road, in rear by a brook crossing the said lot 24, on one side by the division line between lots 24 and 27 and on the other side by the remainder of the said lot No. 24. That piece of land has a frontage of one acre and 13 ft on the Gosford road and to run back to the bank of the said brook, the said width, this piece of land shall contain 1 acre, known to be owned by late Robert Kean. Amount due: \$5.00.

MUNICIPALITY OF ST JACQUES DE LEEDS

The lot No. 8-L of the 9th range of the township of Leeds and the S.E. part of the $\frac{1}{2}$ S.E., of the $\frac{1}{2}$ of N.W. of lot 8-K of the same range being in all a piece of land of 50ft of width by 90ft in depth, more or less, and bounded as following, in the front at the public road on one side and in the rear to Narcisse Gagné and on the other side to Stanislas Bolduc, with buildings thereon erected with reserve to the seller Augustin Vachon Nadeau of the spring mentioned in the deed No. 13,981, known to be owned by Wilfrid Nadeau. Amount due: \$26.65.

A piece of land being lot No. 3-A of the 9th range of the township of Leeds with buildings and a piece of land being the lot 2-B of the 8th range of the township of Leeds containing 12 acres, more or less, known to be owned by Gérard Dubois. Amount due: \$77.53.

A piece of land of 200 acres, more or less, being lot No. 2 of township of Leeds with building known to be owned by M. A. Thompson. Amount due: \$21.60.

SCHOOL BOARD OF ST-ANT. PONTBRIAND

A part of lot 12-A of the 3rd range of Township of Thetford, containing 6 acres, more or less, bounded at the S.E. by Ludger Bolduc, at the S.W. by Raymond Poirier at the N.W. and N.E. by the balance of lot 12A belonging to Jos Paradis, known to be owned by L.C. Pharo Co Ltd. Amount due: \$7.26.

Plessisville, April 16th 1949.

24738-16-2-o EDOUARD HOUDE,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Bref Saisie Immobilière

Cour de Magistrat—District de Montréal

Montréal, { **PRODUITS FRANC-CANADA**
N° 77920. } **LIMITÉE**, corps politique et
incorporé, ayant son siège social en les cité et
district de Montréal. Demandeur. Contre **AL-**
BANI LEPAGE, domicilié à Ste-Anne des Monts,
comté de Gaspé, élu domicile à Montréal pour
fins des présentes, Défendeur.

"Un terrain situé au premier rang de la pa-
roisse de Ste-Anne-des-Monts, connu comme
faisant partie du lot No. 19-A au cadastre officiel
pour le Fief Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame,
borné au Nord au Fleuve St-Laurent, à l'Est
par le terrain de Hector St-Amand, déterminé
par le côté Ouest de la boulangerie, au Sud par
le chemin public, à l'Ouest par le terrain de
Sieur Albert Levesque, mesurant 43 pieds de
largeur sur la profondeur du Chemin Royal au
Fleuve St-Laurent, avec les bâtisses dessus con-
struites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Ste-Anne-des-Monts le QUATRIÈME jour
de MAI 1949 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., le 26 mars 1949. 24589-13-2-o
[Première insertion, 2 avril 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District d'Abitibi

Montréal { **ABITIBI LUMBER LIMITED**
à savoir: } demanderesse, vs **GILBERT**
N° 7208 } **ROY**, défendeur.

1er "Le lot N° 79 de la subdivision du lot
originaire N° 152, des plan et livre de renvoi offi-
ciels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil"

2e. "Partie du lot No 78 de la subdivision du
lot originaire numéro 152, desdits plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de
Longueuil; mesurant, la dite partie de lot, 27
pieds de largeur, par 96 pieds de profondeur bor-
née en front par la rue St-Pierre; en arrière par
des subdivisions du lot originaire N° 150; d'un
côté par le lot 152-79 et de l'autre par le résidu de
152-78; avec bâtisses construites sur les lots ci-
dessus, notamment la maison en brique portant
le N° 200 de la rue St-Pierre."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
du comté de Chambly, à Longueuil, le 27 MAI
prochain à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.P. CAISSE.
Montréal, 20 avril 1949. 24753-16-2-o
[Première insertion, 23 avril 1949]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

N° 246173 { **JULES QUINTAL**, demandeur;
vs **BEST REALTIES COR-**
PORATION, défenderesse.

Un emplacement situé à l'angle sud-ouest des
rues Roy et Hotel de Ville, en la cité de Montréal,
mesurant environ soixante et sept pieds de front
sur la rue Roy, par cinquante pieds de profon-
deur sur L'Avenue Hotel de Ville, le tout mesure
anglaise et plus ou moins connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du quartier St.
Louis comme étant les lots numéros un, deux et
trois de la subdivision officielle du lot numéro
huit, de la subdivision officielle du lot originaire

GASPÉ

Writ of Seizure of Immovable

Magistrate's Court—District of Montreal

Montreal, { **PRODUITS FRANC-CANADA**
No. 77920. } **LIMITÉE**, a body politic and
corporate, having its head office in the city and
district of Montreal, plaintiff; against **ALBANI**
LEPAGE, domiciled at Ste-Anne des Monts,
county of Gaspé, elected domicile at Montreal for
the purposes hereof, defendant.

A lot of land situate in the first range of the
parish of Ste-Anne-des-Monts, known as being
part of lot No. 19-A on the official cadastre for
the Fief Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame, bound-
ed on the north by the St. Lawrence river, on the
east by the land of Hector St-Amand, on the
west side by the bakery, on the south by the
public road, on the west by the land of Sieur
Albert Levesque, measuring 43 feet in width by
the depth from the King's Highway to the St.
Lawrence river—with buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Ste-Anne-des-Monts, on the FOURTH day of
MAY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,

Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., March 26, 1949. 24589-13-2
[First insertion, April 2, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Abitibi.

Montréal, { **ABITIBI LUMBER LIMITED**
to wit: } plaintiff; vs **GILBERT ROY**,
No. 7208 } defendant.

1. Lot No. 79 of the subdivision of original
lot No. 152, on the official plan and in the book
of reference for the Parish of Saint-Antoine de
Longueuil.

2. Part of lot No. 78 of the subdivision of ori-
ginal lot No. 152, of said official plan and book of
reference for the Parish of Saint-Antoine de Lon-
gueuil; measuring, the said part of lot, 27 feet in
width, by 96 feet in depth, bounded in front
by St-Pierre street; in rear by subdivisions of ori-
ginal lot No. 150; on one side by lot 152-79 and
on the other side by the residue of 152-78 — with
buildings erected on aforesaid lots, in particular
the brick house bearing No. 200 St-Pierre street.

To be sold, at the registry office for the county
of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-
SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 20, 1949. 24753-16-2
[First insertion, April 23, 1949]

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 246173 { **JULES QUINTAL**, plaintiff; vs
vs **BEST REALTIES CORPO-**
RATION, defendant.

An emplacement situate at the southwest
corner of Roy and City Hall Streets, in the city
of Montreal, measuring about sixty-seven feet
in front on Roy street, by fifty feet in depth on
City Hall Avenue, the whole English measure
and more or less, known and designated on the
official plan and in the book of reference for
St. Louis Ward, as being lots numbers, one
two and three of the official subdivision of lot
number eight, of the official subdivision of

numéro neuf cent dix-sept (Nos. 917-8-1, 2 et 3), et aussi, comme étant la partie nord ouest, des lots numéros, un, deux et trois de la subdivision du lot numéro sept, de la subdivision officielle dudit lot neuf cent dix-sept (Pt. N.-O. 917-sept, un, deux et trois) telle partie mesurant environ vingt pieds de largeur par soixante et dix de profondeur, et borné à l'est, par l'avenue Hotel de Ville, à l'ouest, par la ruelle ci-après désignée, au sud, par le surplus des lots dont détaché, et au nord, par lesdits lots Nos. 917, 8-1, 2 et 3; avec les bâtisses dessus érigées portant les Nos. civiques 170 à 176 est, rue Roy, et aussi avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située à l'ouest dudit emplacement, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, précités comme étant le N° 4 de la subdivision du lot N° 8 de la subdivision du lot originaire du N° neuf cent dix-sept, et le lot N° quatre, de la subdivision du lot numéro sept, de la subdivision du lot originaire neuf cent dix-sept (Nos. 917-8-4 et 917-7-4). Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 30 mars 1949. L.-P. CAISSE.
24590-13-2-0
[Première insertion, 2 avril 1949]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, {**OMER DESSERRES LIMITEE**, corps politique et incorporé avec bureau chef dans la cité de Montréal, demanderesse vs **COOPÉRATIVE D'HABITATION ROUYN-NORANDA**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Rouyn, district Rouyn-Noranda, défendeur.

Avis est par la présente donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à DIX heures de l'avant-midi le 20 décembre 1948, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, VENDREDI, le 20 MAI 1949, au bureau du shérif au Palais de Justice, dans la cité de Rouyn, et seront exclus de cette vente les lots mil trois cent quatre-vingt-six (1386); mille trois cent quatre-vingt-sept (1387); mille trois cent quatre-vingt-huit (1388); mille trois cent quatre-vingt-neuf (1389); mille trois cent quatre-vingt-dix (1390) du bloc quarante et un (41) du cadastre officiel de la cité de Rouyn pour lesquels cinq immeubles mainlevés a été donné.

J.-H. CHARBONNEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rouyn, Qué., le 12 avril 1949. 24737-0

original lot number nine hundred and seventeen (Nos. 917-8-1, 2 and 3) and also, as being the northwest part of lots numbers: one, two and three of the subdivision of lot number seven, of the official subdivision of said lot nine hundred and seventeen (N.W. Pt. 917-seven, one, two and three) said part measuring about twenty feet in width by seventy feet in depth, and bounded on the east by City Hall Avenue, on the west by the lane hereinafter designated, on the south, by the surplus of the lots from which it is detached, and on the north by said lots Nos. 917-8-1, 2 and 3; with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 170 to 176 Roy street East, and also with right of way in common with others in the lane situate west of the said emplacement, and known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as No. 4 of the subdivision of lot No. 8 of the subdivision of original lot number nine hundred and seventeen, and lot number four, of the subdivision of lot number seven, of the subdivision of original lot number nine hundred and seventeen (Nos. 917-8-4 and 917-7-4). The whole forming one and the same lot of land.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, March 30, 1949. Sheriff.
24590-13-2
[First insertion, April 2, 1949]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Superior Court, {**OMER DESSERRES LIMITEE**, a legal corporation having its principal place of business in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs **COOPÉRATIVE D'HABITATION ROUYN-NORANDA**, a legal corporation having its principal place of business in the city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Notice by the present is hereby given that the land and tenements seized in this case which were to be sold at TEN o'clock in the forenoon, Dec. 20th, 1948, at the sheriff's Office in the city of Rouyn, will be sold at TEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, MAY 20th, 1949, at the Sheriff's Office in the Court House in the city of Rouyn, and shall be excluded from this sale lots one thousand three hundred and eighty-six (1386); one thousand three hundred and eighty-seven (1387); one thousand three hundred and eighty-eight (1388); one thousand three hundred and eighty-nine (1389); one thousand three hundred and ninety (1390) of the official cadastral plan of the town of Rouyn, bloc forty-one (41) for which release has been given.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, Que., April 12, 1949. 24737-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 16

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Hétu vs Neveu 1029

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

384, section "D" — Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull 1029

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Hétu vs Neveu 1029

ORDERS IN COUNCIL:

384, part "D" — Building Trades Joint Committee for Hull District 1029

384, section "E" — Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull.	1029
385, section "A" — Employés de garage dans la région de Montréal.	1031
385, section "B" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al</i>	1030
385, section "C" — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans la région de Montréal.	1036
385, section "D" — Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.	1030
385, section "E" — Industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec.	1034

ASSEMBLÉES:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières.	1036
Montreal Tramways Company.	1036

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1013

AVIS DIVERS:

Altan Holding, Limited (Distribution de l'actif).	1040
Jos. Boucher Ltée — Jos. Boucher Ltd. (Directeurs).	1039
L. A. Morin & Cie Limitée (Directeurs)	1038
Le Centre Coopératif Laurentien (Fondation)	1040
Les Écureuils, munic. de (Nom changé).	1039
Les Établissements Notre-Dame (Règlements).	1041
Le Syndicat de l'U.C.C. de Brébeuf (Formation).	1040
Le Syndicat de l'U.C.C. de Frelighsburg (Formation).	1039
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre de Sorel (Formation).	1039
Maniwaki Power & Telephone Company (Distribution de l'actif).	1040
Meilleur, Adrien (Barrage)	1037
Morgan Trust Company (Directeurs).	1041
Queont Pipe Line Company (Bill privé).	1037
Riverdale Development Company (Directeurs).	1038
Senator-Rouyn Limited (Directeurs).	1041
Senator-Rouyn Limited (Règlement).	1042
Syndicat d'Amélioration des Fermes St-Henri (Fondation).	1040
Willie Bélanger & Cie Ltée (Distribution de l'actif).	1038
Woodmont Credit Union (Fondation)	1039

CHARTES — ABANDON DE:

Altan Holding, Limited.	1044
Bourlamaque Services Limited.	1043
Broughton Textiles Ltd.	1043
Finestone & Son Inc..	1042
General Forwarders Limited.	1043
Lake Geneva Mining Company Limited	1043
La Voix Populaire, Limitée.	1042
Les Industries Etchemin Inc..	1043
Swank Art Dress Inc.	1042

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

The Fluor Corporation, Ltd.	1044
----------------------------------	------

384, part "E" — Building Trades Joint Committee for Hull District.	1029
385, part "A" — Garage employees in the district of Montreal.	1031
385, part "B" — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al</i>	1030
385, part "C" — Sheet metal products fabricating industry in the district of Montreal.	1036
385, part "D" — Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.	1030
385, part "E" — Women's and children's millinery industry in the Province of Quebec.	1034

MEETINGS:

The Alma & Jonquières Railway Company.	1036
Montreal Tramways Company.	1036

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1013

MISCELLANEOUS NOTICES:

Altan Holding, Limited (Distribution of the assets).	1040
Jos. Boucher Ltée — Jos. Boucher Ltd. (Directors).	1039
L. A. Morin & Cie Limitée (Directors)	1038
Le Centre Coopératif Laurentien (Fondation)	1040
Les Écureuils, munic. of (Name changed).	1039
Les Établissements Notre-Dame (By-Laws).	1041
Le Syndicat de l'U.C.C. de Brébeuf (Formation).	1040
Le Syndicat de l'U.C.C. de Frelighsburg (Formation).	1039
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Pierre de Sorel (Formation).	1039
Maniwaki Power & Telephone Company (Distribution of the assets).	1040
Meilleur, Adrien (Dam)	1037
Morgan Trust Company (Directors).	1041
Queont Pipe Line Company (Private Bill)	1037
Riverdale Development Company (Directors).	1038
Senator-Rouyn Limited (Directors).	1041
Senator-Rouyn Limited (By-Laws).	1042
Syndicat d'Amélioration des Fermes St-Henri (Foundation).	1040
Willie Bélanger & Cie Ltée (Distribution of the assets).	1038
Woodmont Credit Union (Foundation)	1039

CHARTERS — SURRENDER OF:

Altan Holding, Limited.	1044
Bourlamaque Services Limited.	1043
Broughton Textiles Ltd.	1043
Finestone & Son Inc..	1042
General Forwarders Limited.	1043
Lake Geneva Mining Company Limited	1043
La Voix Populaire, Limitée.	1042
Les Industries Etchemin Inc..	1043
Swank Art Dress Inc.	1042

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

The Fluor Corporation, Ltd.	1044
----------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

*Industrie Laitière:*Ordonnance N° 49-Sp-111 — Province
de Québec 1044

BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DE LA JEUNESSE:

École de coiffure Perfection 1046

CHASSE ET PÊCHE:

Bassin réservé pour la reproduction du
poisson 1047

INSTRUCTION PUBLIQUE:

St-Marcel, munic. scolaire de 1047

St-Pascal, munic. scolaire de 1047

St-Pierre-de-l'Étang, munic. scolaire de 1046

TERRES ET FORÊTS:

Trois-Rivières, cité des 1047

TRAVAIL:

Comité conjoint du commerce d'horlo-
gerie et de bijouterie des Cantons de
l'Est (Avis) 1048Comité paritaire de l'industrie de la
fourrure, section du gros, de Montréal
(Prélèvement) 1048Comité paritaire des métiers du bâti-
ment du district des Trois-Rivières
(Prélèvement) 1045Employés de garages dans les Îles de
Montréal et de Jésus (Modification) 1048

VOIRIE:

St-Étienne-de-Lauzon, paroisse de 1051

EXAMEN DES AGRONOMES:

Candidats à l'étude de l'agronomie 1051

LETTRES PATENTES:

Association Sportive St-Henri Inc. 1014

Au Foyer des Hirondelles Ltée. 1015

Campbell Fuels Ltd. 1015

C. J. Grenier Ltée — C. J. Grenier Ltd. 1015

Club Bellerive Inc. 1016

Comité France-Amérique de Montréal. 1016

Côté & Marmen Inc. 1017

Crobelt Ltd. 1017

Edgar Donaldson & Fils Limitée. 1017

Edward H. Hart Limited 1017

Fannie Coffey Travel Adviser Ltd. 1018

Forerl Printing Company Ltd. 1018

Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix (Cor-
rection). 1052

Interglobal Development Corporation 1018

Juneau & Frère Inc. 1019

Labec Construction Limited. 1019

La Compagnie de Construction du Kee-
watin Limitée — Keewatin Construc-
tion Company Limited 1019Le Comité du Progrès Paroissial de
Ste-Gertrude Inc. 1020

Le Groupe Touristique de Québec. 1020

L'Oeuvre des Loisirs de Rawdon. 1021

M. Rudolph Ltd. 1021

Ponts & Chaussées Incorporée. 1021

Quebec Korko Ltée 1022

Riverdale Development Company. 1022

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

*Dairy Industry:*Order No. 49-Sp-111 — Province of
Quebec 1044

SOCIAL WELFARE AND OF YOUTH:

École de coiffure Perfection 1046

GAME AND FISHERIES:

Fish-hatchery 1047

EDUCATION:

St-Marcel, school munic. of 1047

St-Pascal, school munic. of 1047

St-Pierre-de-l'Étang, school munic. of 1046

LANDS AND FORESTS:

Trois-Rivières, city of 1047

LABOUR:

Horology and Jewellery Trades Joint
Committee of Eastern Townships
(Notice) 1048Fur Industry Parity Committee, whole-
sale section, of Montreal (Levy) 1048Joint Committee of the Building Trades,
District of-Trois-Rivières (Levy) 1045Garage employees in the Montreal and
Jésus Islands (Amendment) 1048

ROADS:

St-Étienne-de-Lauzon, parish of 1051

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agronomist 1051

LETTERS PATENT:

Association Sportive St-Henri Inc. 1014

Au Foyer des Hirondelles Ltée. 1015

Campbell Fuels Ltd. 1015

C. J. Grenier Ltée — C. J. Grenier Ltd. 1015

Club Bellerive Inc. 1016

Comité France-Amérique de Montréal 1016

Côté & Marmen Inc. 1017

Crobelt Ltd. 1017

Edgar Donaldson & Fils Limitée. 1017

Edward H. Hart Limited 1017

Fannie Coffey Travel Adviser Ltd. 1018

Forerl Printing Company Ltd. 1018

Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix (Cor-
rection). 1052

Interglobal Development Corporation 1018

Juneau & Frère Inc. 1019

Labec Construction Limited. 1019

La Compagnie de Construction du Kee-
watin Limitée — Keewatin Construc-
tion Company Limited 1019Le Comité du Progrès Paroissial de
Ste-Gertrude Inc. 1020

Le Groupe Touristique de Québec. 1020

L'Oeuvre des Loisirs de Rawdon. 1021

M. Rudolph Ltd. 1021

Pont & Chaussées Incorporée 1021

Quebec Korko Ltée 1022

Riverdale Development Company. 1022

Robert S. Whyte Limited.	1022
St. Amand Shoe Supplies Limited.	1023
St. Bruno Quarry & Paving Co. Inc.	1023
Thompson Tire and Supply Company Limited.	1023

Robert S. Whyte Limited.	1022
Sr. Amand Shoe Supplies Limited.	1023
St. Bruno Quarry & Paving Co. Inc.	1023
Thompson Tire and Supply Company Limited.	1023

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Absorbent Cotton Products Incorporated.	1024
Beaudin & Forest Limitée — Beaudin & Forest Limited.	1024
Bélanger Inc.	1024
Canada Pad Limited	1025
Cantin Sales Agencies Ltd.	1025
Consumers Products Corp.	1025
Continental Commercial Ltd.	1025
Grey Investment Corporation	1026
La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec	1026
L. A. Morin & Cie Limitée.	1026
Langlois Motor Sales, Limited.	1026
L'Atelier du Bon Cuir Ltée	1027
Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska	1027
Mab, Limitée (Limited)	1027
Mason Garment Inc.	1027
Matol Research, Limited	1028
Mobec Limitée — Mobec Limited.	1028
Tower Dress & Sportswear Inc.	1028
Vanity Brassiere Co. Ltd.	1028

Absorbent Cotton Products Incorporated.	1024
Beaudin & Forest Limitée — Beaudin & Forest Limited.	1024
Bélanger Inc.	1024
Canada Pad Limited	1025
Cantin Sales Agencies Ltd.	1025
Consumers Products Corp.	1025
Continental Commercial Ltd.	1025
Grey Investment Corporation	1026
La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec	1026
L. A. Morin & Cie Limitée.	1026
Langlois Motor Sales, Limited.	1026
L'Atelier du Bon Cuir Ltée	1027
Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska	1027
Mab, Limitée (Limited)	1027
Mason Garment Inc.	1027
Matol Research, Limited	1028
Mobec Limitée — Mobec Limited.	1028
Tower Dress & Sportswear Inc.	1028
Vanity Brassiere Co. Ltd.	1028

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Cardinal Express Ltd. — Cardinal Transport Ltée	1052
Gauthier Automobile Ltée	1053
L'Équipement Moderne, Inc.	1053
Quincaillerie Trudeau Limitée — Trudeau Hardware Limited	1053
Senator-Rouyn Limited.	1053

Cardinal Express Ltd. — Cardinal Transport Ltée	1052
Gauthier Automobile Ltée	1053
L'Équipement Moderne, Inc.	1053
Quincaillerie Trudeau Limitée — Trudeau Hardware Limited	1053
Senator-Rouyn Limited.	1053

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Amos, ville de.	1054
L'Abord-à-Plouffe, munic. scolaire de.	1055

Amos, town of.	1054
L'Abord-à-Plouffe, school munic. of.	1055

VENTES PAR LICITATION:

SALES BY LICITATION:

Marceau, Dame Diana	1056
Martel <i>et vir</i> vs Martel	1056

Marceau, Dame Diana	1056
Martel <i>et vir</i> vs Martel	1056

VENTE POUR TAXES:

SALE FOR TAXES:

Mégantic, comté de	1057
------------------------------	------

Mégantic, county of.	1057
------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

GASPÉ:

Produits Franc-Canada Limitée vs Le-page	1059
--	------

Produits Franc-Canada Limitée vs Le-page	1059
--	------

MONTREAL:

MONTREAL:

Abitibi Lumber Limited vs Roy.	1059
Quintal vs Be-St Realities Corporation	1059

Abitibi Lumber Limited vs Roy.	1059
Quintal vs Be-St Realities Corporation	1059

ROUYN-NORANDA:

ROUYN-NORANDA:

Omer Desserres Limitée vs Coopérative d'Habitation Rouyn-Noranda	1060
--	------

Omer Desserres Limitée vs Coopérative d'Habitation Rouyn-Noranda	1060
--	------

24764-o

24764-o

